

Contribution pour le Séminaire préparatoire
au Sommet Mondial pour le Développement Social
(Copenhague, mars 1995)

LE DÉVELOPPEMENT PEUT-IL ÊTRE SOCIAL ?

*Pauvreté, chômage, exclusion
dans les pays du Sud.*

Royaumont, 9-11 janvier 1995

**"QUE SONT LES SCIENCES SOCIALES DEVENUES ?
(Plaidoyer pour une recherche de l'inutile)**

Jean RIVELLOIS

ORSTOM

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Fonds Documentaire IRD



010024447



INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

Jean RIVELLOIS

chargé de recherche du département SUD
(Sociétés, Urbanisation, Développement)

SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL
(Copenhague - mars 1995)

QUE SONT LES SCIENCES SOCIALES DEVENUES...
(plaidoyer pour une recherche de l'inutile)

Fonds Documentaire IRD

Cote : B* 24447 Ex: unique

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
A. <u>LA FIN D'UNE PAROLE ET UN DISCOURS SANS FIN</u>	4
B. <u>LA COMPROMISSION LIBERALE</u>	6
C. <u>LES EFFETS PERVERS CONSENTIS DU DEVELOPPEMENT</u>	13
D. <u>LES DESEQUILIBRES DE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE EN</u> <u>SCIENCES SOCIALES</u>	25
1. Les modes d'action de la recherche	26
2. La demande sociale	31
(1) Recherche institutionnelle et recherche clandestine	32
(2) Recherche organisationnelle et recherche rebelle	33
3. Le rapport entre l'Etat et la recherche	34
(1) La valorisation de la recherche	35
(2) L'animation scientifique	36
E. <u>LES FACTEURS DU SOUS-DEVELOPPEMENT SOCIAL</u>	38
1. Les acteurs locaux de contre-développement	38
2. Les foyers d'insurrection	46
CONCLUSION	57

INTRODUCTION

Dans la perspective du sommet mondial sur le développement social (Copenhague, mars 1995), mais également parce que la société française et certaines de ses institutions^(a) sont dans une période de transition qui remet en cause un modèle de société et de division des pouvoirs (ou des savoirs), à un moment où la coopération Nord/Sud tend à basculer vers une interdépendance Est/Ouest, il nous a paru opportun d'opérer un retour sur le discours de légitimité que les chercheurs en sciences sociales s'adressent à eux-mêmes et d'effectuer ainsi un bilan de leur action d'aide au développement. Une telle interrogation a pour objectif la recherche des possibilités ouvrant sur de nouvelles formes d'action orientées vers la transformation du réel ; en montrant le hiatus existant entre la constitution d'un **savoir** et la mise à disposition de celui-ci au service du **développement** des peuples, il s'agira de revenir sur les conditions d'acquisition de ce savoir dans le cadre des pratiques habituelles de **coopération scientifique**, et de remettre en question la relation entre science traditionnelle et développement. En fin de compte, les conditions d'objectivité de la science sont-elles compatibles avec un engagement au service du développement et quelles formes nouvelles pourrait prendre cet engagement ?

(a) dont les organismes publics de recherche...

A. LA FIN D'UNE PAROLE ET UN DISCOURS SANS FIN

Deux grandes périodes semblent avoir secoué l'histoire contemporaine du développement : le temps des indépendances avec la mise en place des **Etats souverains**, et le temps du mouvement de 1968 avec l'accent porté sur la constitution des **sociétés libres**. Aujourd'hui, force est de constater que les Etats du Sud ne jouissent que d'une indépendance formelle, et que les sociétés, autant du Nord que du Sud, sont de plus en plus asservies à des nécessités de survie. Au cours de ces deux périodes passées, les sciences sociales ont joué un rôle d'aiguillon de l'histoire : les chercheurs ont donné une dimension politique à leurs travaux et, à travers leur engagement et leur parole, ont contribué à la transformation des relations géopolitiques et des rapports sociaux. Certains l'ont fait au péril de leur vie et pour défendre une cause qui leur semblait supérieure ; d'autres l'ont payé par la relégation dans les cachots de la science instituée. Les sciences sociales ont vécu longtemps sur la bonne conscience héritée de ceux qui savent comment rendre les gens heureux.

Jusqu'au jour où la page fut tournée : malgré tous les efforts déployés, les gens n'étaient toujours pas heureux. Mais les chercheurs étaient toujours là qui savaient comment il faudrait s'y prendre pour améliorer les choses et qui, faute de ne plus pouvoir agir sur le réel, accompagnaient les gens dans leur détresse un peu comme un père accompagne son enfant récalcitrant à l'école. Car les théories sur le développement ont maintenant failli ; les discours se sont limités à faire **savant** et, en se départissant de la **parole messianique de libération**, il n'ont plus eu d'impact sur le réel. Des milliers de livres sont sortis des presses dont le seul effet aura été d'augmenter la déforestation de la planète. Il reste encore beaucoup de livres à écrire pour comprendre comment se structurent les sociétés au niveau le plus local... et à la fin, il faudra recommencer car, entre temps, les sociétés auront changé. Donc, le travail ne manque pas, si tant est qu'il y ait encore une

utilité à le poursuivre dans cette direction.

Au fil des vingt dernières années, le chercheur en sciences sociales a perdu son statut "contestataire" car les sciences sociales ont dérivé jusqu'à devenir des techniques de pouvoir : aujourd'hui, nul discours de persuasion ne peut être prononcé sans référence au social, nulle communication n'est possible sans prétexte de partage social, nulle politique ne peut être entreprise sans légitimité sociale. L'aliénation elle-même se socialise. Pour faire passer les choses en douceur, on y met du social et ça prétend marcher.

Entre temps, l'esprit de révolte et d'indignation a disparu. Récupérées par tous et partout, les chercheurs en sciences sociales ont réagi par une recherche de **distinction** : il fallait affirmer sa différence à travers une vision du monde spécifique. C'est ainsi que les disciplines ont investi séparément une réalité devenue formelle : sociologues, anthropologues, ethnologues, économistes, géographes se sont partagés le monde et son explication, à partir de querelles byzantines ; regroupés dans l'ombre des anciens et des nouveaux mandarins - sortes de gourous officiant dans des chapelles exclusives -, les disciples conçoivent désormais la science comme un exercice théorique forgé autour de notions préfabriquées. Chaque discipline ayant son propre langage et sa propre interprétation des grandes théories (marxisme, structuralisme, tiers-mondisme, libéralisme^(a)...), l'exercice de distinction est sans fin.

Il en est résulté d'un côté une multiplication des **études de terrain sans valeur explicative universelle**, et de l'autre, un **émiettement des sciences sans rapport au terrain**, sans capacité d'intervention sur le réel. Certes, les études empiriques ont bien servi d'exemples pour la justification de théories, mais sur la base d'un rapport de mystification, la justification pratique venant après la fabrication du modèle. Maintenant, tout semble dit et répété ; le chercheur multiplie les analyses de cas et la recherche n'en finit pas de se chercher elle-même.

(a) et lorsque les théories ne sont plus à la mode, on reprend les mêmes en les faisant précéder d'un "néo"...

Continuant à chercher un ancrage au réel, une **légitimité dans l'action** - faute de la **légitimité théorique** réservée aux savants des universités - les chercheurs de terrain se sont ainsi rapprochés d'autres acteurs qui naviguent dans les mêmes eaux de l'intervention sur le social : experts, financiers, militants d'ONG, politiques, militaires, journalistes, prêtres... qui se disputaient déjà le **savoir-faire du social**. Le chercheur a donc mis son savoir au service de ce savoir-faire ; ce faisant, il a cru bon de se transformer en conseiller du prince, en technicien du développement - dont les travaux serviraient d'aide à la décision - ou en habitué des salons plus ou moins médiatiques qui réunissent les **donneurs de recettes** - et les **donneurs de leçons** à la mode humaniste - des nations développées. Ce faisant, le chercheur s'est ainsi lui-même dépossédé ; en privilégiant le savoir-faire au détriment du savoir, il a acquis une légitimité sociale de subordination^(a), de seconde classe.

B. LA COMPROMISSION LIBERALE

Aujourd'hui, un non-dit plane sur la recherche en sciences sociales au service du développement : à quoi sert le chercheur ? Coincé entre son terrain et ses maîtres à penser, est-il en mesure de collecter des connaissances originales qui serviraient à une meilleure compréhension - et donc à une éventuelle amélioration - des conditions de vie des plus défavorisés, c'est-à-dire ceux-là même qui demeurent la majorité de la population mondiale ?

Depuis l'effacement de la bipolarité Est/Ouest qui était porteuse de deux idéologies antagoniques et rivales dans leur objectif de conquête du monde, les forces "apolitiques" du marché semblent s'être imposées, réduisant les hommes en un seul peuple unidimensionnel. Certes, les nations subsistent, mais un peu comme une sorte d'anachronisme, les **grands groupes économiques transnationaux** anticipant sur l'avenir de systèmes politiques qui

(a) aux techniciens, aux politiques, aux médias dont il est devenu la bonne conscience sociale.

tendront à s'uniformiser lorsque les peuples adopteront le même **modèle démocratique** qui a fait ses preuves en Occident. Certes, des guerres subsistent entre certaines nations, mais il faut bien qu'ici ou là s'expriment les vieilles rancœurs étouffées par 40 années de communisme, ou les haines tenaces avivées par certains fanatismes religieux dont **la société de consommation** finira bien par venir à bout grâce au **développement économique**. De tels dysfonctionnements géopolitiques^(a) seraient donc imputables à un simple décalage dans **les rythmes de développement**^(b).

Une telle interprétation positive et d'ordre téléologique, sur l'avenir de l'humanité s'avère en réalité réductrice, trompeuse et simpliste. Au moment où, simultanément à la chute du pouvoir communiste en Europe de l'Est et à l'émergence de système politiques de démocratie parlementaire un peu partout dans le monde^(c), a été décrétée la fin des idéologies, un langage de vérité s'est-il substitué aux anciens discours idéologiques qui suscitaient l'adhésion populaire en se fondant sur une interprétation faussée et dualiste de la réalité ? ou alors une nouvelle idéologie que nous qualifierons de **libéral-démocratique**, a-t-elle remplacé les précédentes, s'imposant comme une vision unificatrice de l'humanité, et acceptée unanimement comme "ce qui doit advenir" ?

De fait, plutôt qu'un monde unipolaire unifié, l'effondrement du communisme va peut-être favoriser une organisation

(a) on parle, dans ces cas-là, d'**irrédentisme ethnique ou religieux**, pour caractériser les mouvements nationalistes de revendication territoriale ou les mouvements de conquête de l'Etat par des forces théocratiques ; ces irrédentismes qui s'expriment dans des zones d'instabilité chronique (au Proche-Orient, en Europe centrale, dans le conflit entre l'Inde et le Pakistan, mais également à travers les tensions civiles d'origine confessionnelle comme en Algérie, au Soudan, en Egypte, en Inde) et dans un environnement de difficultés politiques et économiques profondes, servent souvent les intérêts politiques et/ou financiers de personnes ou de groupes dans leur objectif de parvenir au pouvoir ou de conserver celui-ci en élargissant leur zone d'influence ; c'est au début de ce siècle que le poète Gabriele D'Annunzio a forgé le mot "irrédentisme" (de l'italien irredentismo qui vient du latin irredento : non libéré).

(b) on a même parlé de "fin de l'histoire" pour annoncer l'avènement de cette période paradisiaque de triomphe général de la démocratie ; à ce sujet, cf. BAUDRILLARD Jean, "L'Illusion de la Fin ou la grève des événements", Paris, Editions Galilée, 1992.

(c) en Amérique latine (au cours de la seconde décennie des années 80), en Europe de l'Est (à la charnière des années 80 et 90) et en Afrique (au début de la décennie 1990) ; le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie sont un peu à la traîne.

internationale multipolaire où quelques blocs réuniront des nations fédérées autour d'entités régionales dominantes comme les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, l'Europe et peut-être l'Inde^(a) ; dans une telle perspective, les nations - même soumises à des stratégies de blocs - seraient mues par des intérêts politiques et géopolitiques propres et demeurerait les acteurs principaux de la vie internationale ; quant aux puissances dominantes à l'intérieur de ces blocs, elles auraient des intérêts régionaux à défendre - en maintenant la cohésion des nations qui seraient sous leur dépendance -, leur sécurité à assurer et leur zone d'influence à préserver^(b). Il n'en reste pas moins qu'un tel scénario suppose que deux éléments cimentent l'ensemble mondial : une idéologie *libéral-démocratique* - même adaptée aux situations culturelles particulières de chaque bloc -, et un développement économique où de grands groupes transnationaux sauteraient de blocs en blocs, les frontières demeurant ouvertes aux échanges de marchandises^(c) sur un **marché mondial autorégulé**, débarrassé du plus possible de barrières douanières et de subventions gouvernementales.

Il faut néanmoins reconnaître que cette nouvelle idéologie *libéral-démocratique* se fonde sur au moins quatre présupposés qui ne peuvent échapper à la critique :

- * Tout d'abord, sur le plan géopolitique, il n'est pas sûr que la tension Est/Ouest ait été réduite par la fin du communisme car certains impérialismes sont toujours à l'œuvre autant aux Etats-Unis d'Amérique^(d) que dans l'ex-empire soviétique où sont utilisées les menaces militaires (liée à l'implication armée de la Russie dans certains conflits régionaux des ex-

(a) ainsi que le suggère KISSINGER Henry in "Diplomacy", Simon & Schuster, 1994.

(b) dans cet environnement, les zones permanentes de tension seraient circonscrites ou gérées par des forces multinationales, en attendant que les nations qui les composent se soumettent au "concert des nations".

(c) alors que la **circulation des hommes** demeurerait limitée et contrôlée, comme c'est le cas des relations entre le Mexique et les Etats-Unis depuis la mise en application, en janvier 1994, du **Traité de Libre Commerce (ALENA)**.

(d) en effet, la doctrine Monroe (1823) est toujours d'actualité, même si elle ne concerne plus uniquement l'Amérique latine, mais également les nations pétrolifères du Proche-Orient.

républiques soviétiques), écologique (à travers une industrie nucléaire obsolète représentant un danger pour l'environnement des pays européens voisins) ou sociale (par l'intrusion des mafias de l'Est dans les affaires mondiales) comme moyen de pression pour amener l'Occident à soutenir d'une manière plus active le financement des économies de l'Est ; de plus, la vision unificatrice du monde n'envisage pas qu'une puissance (comme l'Iran, par exemple) qui maîtriserait l'énergie nucléaire militaire, devienne impérialiste, s'immisce dans le jeu de constitution des blocs et parvienne à fédérer un ensemble de nations hostiles aux autres blocs.

- * D'autre part, les écarts au modèle dominant sont peut-être autre chose que des anachronismes ou des retards de développement et il n'est pas sûr que, ni les formes de production, d'échange et de consommation, ni les formes de socialisation ou de gouvernement basées sur la constitution d'Etat-Nations de type wébérien puissent être répliquées sur l'ensemble du monde ; en effet, quelques-unes des structures culturelles, politiques ou sociales dominantes dans certaines sociétés paraissent incompatibles avec le modèle démocratique libéral exporté depuis l'Occident.
- * Ensuite, ce modèle n'est pas un modèle d'intégration sociale et il est de plus en plus évident que son application, autant dans les pays riches que dans les pays en développement, a produit autant de croissance économique que de sous développement en termes d'exclusion sociale, de paupérisation, de chômage et de renforcement des sociétés duales.
- * Enfin, les systèmes démocratiques nouvellement instaurés sont eux-mêmes sujets à caution en ce qu'ils montrent que le maintien d'un pouvoir exécutif fort, autoritaire et policier^(a) peut très bien coexister avec un régime parlementaire institué sur la base d'élections plus ou moins libres.

Ainsi, la diffusion de la démocratie de par le monde ne semble pas une condition suffisante, ni pour assurer la paix entre les nations, ni pour générer la paix sociale à l'intérieur

(a) la police étant préférée à une armée de triste réputation, pour assurer la répression des éléments asociaux ou subversifs.

des nations. Pourtant le modèle *libéral-démocratique* semble admis comme allant naturellement de-soi, comme solution à toutes les crises, comme condition de la pacification des rapports sociaux. La **culture du consensus** est devenue un impératif moral et quiconque ose reconnaître encore que les conflits, non seulement peuvent être générateurs de progrès sociaux, mais encore que les **structures de classes**^(a) survivent à l'effondrement des régimes communistes, se voit taxé de traître au progrès et de *fossile réactionnaire*. Le concept de **classe sociale** a lui-même presque disparu du discours scientifique ; on lui préfère le terme de *groupes sociaux* ou d'*organisations sociales*. Ainsi, au tournant des années 1990, s'est produit un des plus rapide renversement de valeurs dans l'histoire des sciences : en l'espace de deux années, les théories et référents marxistes sont devenus réactionnaires tandis que les thèses libérales étaient désormais jugées progressistes par les principaux maîtres à penser dépositaires de l'idéologie dominante - cette dernière prenant, au passage, les attributs d'une parole de vérité. Un formidable reniement et une honte à peine voilée se sont emparés de la classe intellectuelle en général, associés à une gêne malheureuse et coupable pour ce qui concerne les chercheurs en sciences sociales, traditionnellement critiques à l'égard des idéologies et des pouvoirs dominants. A la mauvaise conscience d'abandonner une partie de soi dans la bataille, a succédé la bonne conscience d'être enfin, et en direct, dans le sens de l'histoire, c'est-à-dire du côté des vainqueurs au Koweït, ou du côté des opprimés

(a) c'est-à-dire l'exploitation de la force de travail, la conscience de la division sociale entre travailleurs et propriétaires des moyens de production, et l'organisation des travailleurs contre les pouvoirs qui les oppriment.

en Bosnie^(a).

La critique et le jugement distancé par rapports aux événements, sont à présent devenus vides face à l'ami américain ; les sciences sociales ont ainsi démissionné devant les tenants de l'idéologie dominante - s'engageant, à l'occasion, du côté de celle-ci en la relayant d'une manière partisane -, pactisant avec un pouvoir qui a fini par fasciner nos scientifiques. Le pouvoir de savoir s'est ainsi substitué à la solidarité envers les peuples opprimés^(b) ; dès lors, un savoir positif, devenu normatif et porteur d'une soit-disante modernité intellectuelle, a remplacé un savoir critique à l'égard des pouvoirs institués. De contre-pouvoir, les sciences sociales sont devenues un allié du pouvoir ; alors qu'elles démontaient auparavant les fausses interprétations de la réalité contenues dans les idéologies, les sciences sociales participent maintenant à la mise en forme et à la diffusion de celles-ci. Cette volonté de reconnaissance par le pouvoir a fini par les vider de leur spécificité ; intégrées par le pouvoir, elles sont devenues des instruments de pouvoir ; ce faisant, elles se sont niées elles-mêmes ; les sciences sociales se sont ainsi transformées en sciences normatives.

Cette évolution perverse (c'est-à-dire dont les

(a) personne ne se souciait qu'un ancien président des Etats-Unis soit directement impliqué dans un trafic de drogue pour financer les armes destinées aux "contras" du Nicaragua (l'*Irangate*, étouffée par les médias du monde entier, y compris le Washington Post), pourvu que le système ne soit pas remis en question (cf. SAULY Mylène et LE BONIEC Yves, "A qui profite la Cocaine ?", Paris, Calmann-Lévy, 1992) ; de la même manière, qui s'est inquiété des milliers de morts civils lors de l'invasion du Panama en décembre 1990, et combien de commentateurs ont mis en doute les affirmations des responsables militaires du Pentagone selon lesquelles, en 1991, lors de l'attaque de l'Irak, les forces armées américaines étaient devenues "propres", c'est-à-dire capables d'épargner les vies civiles grâce à une technologie qui leur permettait de faire entrer un missile Exocet par le trou d'une serrure ciblée ?

(b) combien faudra-t-il de **générations sacrifiées** en attendant que les peuples se conforment aux plans et aux politiques de développement décidés dans les bureaux des nations développées ; la révolution libérale et son idéologie dominante ont suscité l'adhésion au modèle de développement de la part de la majorité des chercheurs en sciences sociales ; certes quelques modifications sont suggérées, et notamment "de mettre un peu de politique sociale dans la sauce du développement", mais, dans l'ensemble, dans leur structure, dans leur intention, dans leurs objectifs, les plans sont considérés comme fonctionnellement bons ; de toutes façons, il n'existe plus de solution de rechange puisqu'on part du présupposé (d'ordre idéologique) que tout aurait été essayé pour enrayer la crise ; c'est pourquoi on fait maintenant confiance aux spécialistes en admettant comme une fatalité, une nécessité des rythmes de développement, que des générations entières continuent d'être sacrifiées.

objectifs réalisés se retournent contre les intentions initiales) au sein des multiples disciplines qui constituent l'ensemble des sciences sociales, a consacré la suprématie de deux d'entre elles qui ont servi de tête de pont pour normaliser toutes les autres : la géographie et l'économie - cette dernière, en devenant socio-économie, a en outre permis la marginalisation de la sociologie traditionnelle^(a). La sur-valorisation de ces deux disciplines s'est trouvée justifiée par la capacité qu'ont manifestée les scientifiques qui les représentaient, à servir les objectifs du développement portés par l'idéologie libéral-démocratique. La domination scientifique qui en est résulté repose sur **une confusion** - qui révèle le lien idéologique de cette prise de pouvoir car elle contribue à voiler les objectifs réels recherchés - ayant permis à ces disciplines d'annexer ou de marginaliser les autres :

- * Le pouvoir des sciences économiques se fonde sur la confusion entretenue entre l'économique, le politique et le social, le présupposé étant que seules des solutions d'ordre économique sont en mesure "d'assainir" les rapports politiques et sociaux^(b) ; la science économique a ainsi permis d'affiner les techniques du développement devant servir à la mise en pratique (sous forme de programmes de développement) de l'idéologie libéral-démocratique.
- * Le pouvoir de la science géographique s'est manifesté, après la collaboration apportée aux expéditions coloniales passées - et peut-être grâce à cet héritage qui imprègne l'expérience des géographes de l'ancienne école comme le cœur des légionnaires s'endurcit au contact du terrain - en entretenant la confusion entre les niveaux géographique, ethnique et politi-

(a) aujourd'hui, le savoir en sciences sociales se trouve divisé entre **les connaissances positives** qui cautionnent et servent le type de développement prescrit par les instances de décision ou de régulation, et **les connaissances "qui ne servent à rien"** parce qu'elles critiquent les fondements du système de pouvoir aux niveaux local, national ou international ; une telle classification, composée sur la base d'un non-dit permanent, apparaît bien comme relevant d'une division d'ordre idéologique, puisqu'elle débouche sur **des hiérarchies discriminatoires artificielles**, justifiées par une volonté réelle de prise du pouvoir à travers le monopole d'un savoir (et, accessoirement, l'accaparement du financement des recherches liées à ce savoir).

(b) par un effet de l'histoire des sciences, la théorie marxiste la plus orthodoxe rejoint ici le déterminisme contenu dans l'idéologie libérale.

que ; cette confusion a permis aux géographes de poser l'espace comme le déterminant des rapports culturels et politiques qu'ils ont analysé à travers de multiples monographies^(a) ; c'est ainsi que la science géographique contribue encore à baliser les territoires du développement avec l'objectif actualisé de les ouvrir à la modernité libérale.

Une fois qu'auront été mises au point les techniques de développement et repérés les territoires sur lesquels les techniques seront appliquées, le pouvoir pourra s'exercer afin d'imposer un modèle de développement que la recherche en sciences sociales aura contribué à légitimer^(b). Mais le modèle dominant de développement, dérivé de l'idéologie libéral-démocratique, semble aujourd'hui connaître de sérieuses ratées qui en limitent l'efficacité et peuvent remettre en cause la "positivité" des actions entreprises "pour le bien de l'humanité".

C. LES EFFETS PERVERS CONSENTIS DU DEVELOPPEMENT

Le développement était l'objectif, la recherche en coopération, un des moyens d'atteindre cet objectif. En fait, la recherche a surtout servi, dans la majorité des actions entreprises, soit à masquer la réalité de l'absence de développement, soit à cautionner des opérations de développement dérivées de l'idéologie libéral-démocratique. Et ceci parce que maintenant, la recherche se doit d'être respectueuse des Etats (ou des organisations internationales) qui financent le développement,

(a) le culte de la monographie, tant prisé par les spécialistes géographes du développement, s'il a permis de cartographier les espaces et de caractériser les populations, relève d'une **entreprise encyclopédique** qui pose la discipline géographique comme la science des sciences - autant sociales que physiques - du développement ; en ce sens, la géographie se révèle, dans le domaine des sciences empiriques, comme l'équivalent de la philosophie vis-à-vis des sciences spéculatives : une science dominante ; au cours de la décennie 1980, il faut bien reconnaître que la rivalité entre les géographes et les économistes a tourné à l'avantage de ces derniers ; actuellement, et depuis le sommet mondial sur l'environnement (CNUCED, Rio-de-Janeiro, juin 1992), les géographes se sont un peu ressaisis en s'appropriant la direction des recherches portant sur l'**environnement** (de la même manière qu'ils avaient orienté, au cours de la décennie 1970, les recherches sur les pouvoirs locaux).

(b) concernant les rapports entre techniques savantes de pouvoir et territoire, cf. FOUCAULT Michel, "Surveiller et Punir", Paris, Gallimard, 1975.

et des Etats qui reçoivent ces financements... car se sont ces mêmes Etats qui financent la recherche publique. Cette frilosité **servile** que les chercheurs ont à présent intériorisée est l'expression d'une culture de l'utile considérant comme **stérile** l'analyse critique des structures socio-politiques.

Et pourtant, l'échec social des politiques de développement ne vient-il pas du fait qu'est insuffisamment analysée et prise en compte la distorsion entre les niveaux politique et économique ? Et, à la base de cet échec, ne faut-il pas reconnaître que la notion même de développement procède de l'imposition d'un modèle de type occidental qu'il s'agit de transposer aux sociétés du Sud ? En ce sens, la pratique du développement apparaît comme une résultante de l'idéologie du progrès ; cette dernière est fondée sur l'application d'une méthode, l'identification des objectifs à atteindre dans le moyen ou le long terme, et la définition de valeurs qui légitimeront l'ensemble.

(1) Les valeurs englobent une vision du monde et des croyances fondées sur le mimétisme des sociétés développées : grâce au développement, le monde entier pourra accéder au même niveau de vie, au même mode de vie que celui qui est rêvé par les populations déshéritées et qui est présenté à outrance par tous les moyens de communication existants. En fait, il ne s'agit pas d'une vie de milliardaire, mais tout simplement d'un standard qui correspond à celui de la classe moyenne idéalisée : un mode de vie bourgeois et l'accès à la consommation de masse.

(2) Les objectifs sont définis en fonction de ce qui a été réalisé dans les nations développées, ces dernières étant présentées comme le modèle à suivre ; les principaux objectifs à atteindre sont les suivants :

- * La construction d'un Etat bureaucratique de type wébérien qui doit progressivement se substituer aux traditionnelles pratiques clientélistes - remplacées par un **Etat de Droit** où la Loi sera garante de l'égalité entre les hommes et de leur **ascension sociale en fonction de leurs mérites**.
- * Le redémarrage de l'économie par la construction d'une infrastructure industrielle locale conçue à partir 1) des

réinvestissements, dans le système productif national, de l'aide financière au développement, 2) des bénéfices réalisés par les entreprises productives locales, 3) par la commercialisation des matières premières, et 4) par la vente des entreprises d'Etat ; la revitalisation de l'économie permettrait ainsi l'accès au travail pour tous.

- * La pacification des rapports sociaux grâce à l'institution de **démocraties pluralistes représentatives** qui doivent assurer l'intégration sociale par l'accès à la citoyenneté, et la légitimité des gouvernants sur la base de la volonté populaire.

(3) la méthode est ce qui pose le plus de problèmes, car elle engage directement les nations du Nord à travers les politiques de développement qu'elles mettent en œuvre en vue de la réalisation des objectifs précédemment mentionnés. La méthode a ainsi subi diverses variations historiques qui résultaient des échecs rencontrés lors de la confrontation entre les choix politiques et le réel ; différentes stratégies de développement ont donc été successivement adoptées par les nations du Nord et les organismes internationaux^(a), parmi lesquelles :

- * Phase I : la politique de développement autocentrée, dite de *substitution des importations* qui a été appliquée au cours des années 50/60, et qui consistait à favoriser l'émergence d'un outil industriel national libéré des contraintes du marché concurrentiel, et donc soutenu par des subventions gouvernementales ou internationales ; à travers cette politique, il s'agissait de donner la possibilité aux Etats de rattraper leurs retards de développements vis-à-vis des économies du Nord ; la méthode a été abandonnée au début des années 70 lorsqu'il est apparu qu'elle débouchait sur la constitution de **rentes** qui étaient incompatibles avec la modernisation de l'outil de production et donc avec la mise à niveau de celui-ci aux normes occidentales.
- * Phase II : la politique de planification nationale élaborée

(a) les stratégies de développement énumérées par la suite ne constituent pas une chaîne chronologique linéaire, mais des tendances dominantes qui ont permis à certaines politiques de s'imposer au cours d'une période, tout en se superposant aux politiques antérieures.

durant les décennies 1960-1970, et qui consistait à orienter les flux financiers d'une manière coordonnée et pluri-sectorielle afin d'aboutir à un **développement global** permettant une meilleure répartition des fruits du développement ; c'est ainsi qu'ont été mis en œuvre différents programmes dans le but d'améliorer le fonctionnement des services publics (programmes de planification urbaine destinés à maîtriser la croissance à la périphérie des villes, de construction de logements sociaux, de développement des infrastructures éducatives et de santé...) ; à la charnière des années 1980, la planification globale a été enterrée lorsqu'on s'est aperçu qu'elle avait abouti à **la formation d'une bureaucratie d'Etat** accaparant les ressources financières destinées à l'application de plans qui n'étaient, en fait, ni menés à terme, ni suivis d'effets quant à l'amélioration des conditions de vie de la majorité des populations.

- * Phase III : la politique de décentralisation instaurée au cours des années 1980, et qui devait remédier aux insuffisances de la planification globale en favorisant **la participation** des populations et la canalisation des aides financières dès lors attribuées directement aux pouvoirs locaux institués (municipalités) ou organisés (associations de quartier, ONG...) ; c'est au cours de cette période que **la gestion pragmatique** est devenue dominante – jusqu'à l'heure actuelle – même s'il est apparu, à la fin des années 1980, que les programmes mis en œuvre à travers la décentralisation, aboutissaient plutôt à un **déplacement de la centralisation** qu'à une réelle décentralisation, et que les aides au développement étaient détournées par les pouvoirs locaux institués sans retombées sociales significatives.
- * Phase IV : les programmes d'ajustement structurel et la promotion du développement social sont apparus au début des années 1990 avec une coloration nettement plus économique et interventionniste, de la part des bailleurs de fonds ; ils consistent à alléger les appareils d'Etat en dégraissant les bureaucraties inefficaces antérieurement mises en place – en les remplaçant par des experts internationaux qui encadrent le

personnel politique et technique local -, et à assainir les économies en canalisant les financements directement vers le soutien aux entreprises performantes, stimulées par la concurrence internationale, ce qui suppose l'ouverture des frontières au marché mondial et l'abandon des politiques protectionnistes ; la restructuration de l'ensemble du système productif qui résulte de la mise en application de cette méthode, en constitue sa limite ; en effet, la compétitivité internationale sur un marché ouvert a précipité la mise en faillite de nombreuses entreprises petites ou moyennes, et la nécessité de modernisation opérée par la privatisation des grandes entreprises d'Etat, a provoqué un **accroissement du chômage et du sous-emploi** qui remettent en question la stabilité du système politique dans son ensemble ; telle est la raison pour laquelle sont développés, à travers les pouvoirs locaux organisés, de multiples programmes sélectifs de solidarité ainsi que des opérations sectorielles et ciblées de soutien à la production locale, qui visent à atténuer les contre-effets sociaux des programmes d'ajustement structurel ; néanmoins, les retards accumulés en matière de développement social depuis maintenant 50 années sont tels que la marginalité, l'exclusion et la pauvreté vont certainement continuer à s'accroître durant de nombreuses années tant qu'un nouveau Plan Marshall, à l'échelle mondiale, n'aura pas été décidé qui s'attaquerait à remettre en cause les mécanismes de constitution et de redistribution des **richesses**.

Mais un tel espoir basé sur un renouveau de l'économie mondiale restera vain tant que ne seront pas pris simultanément en considération les mécanismes de constitution et de redistribution des pouvoirs, à la fois sur le plan national (des sociétés visées par les programmes de développement) et au niveau des rapports internationaux. Et c'est ici que la recherche en sciences sociales intervient, non pas pour conforter les politiques accouchées par les Etats du Nord ou les organismes internationaux de financement, mais pour en montrer les limites, déranger le système de reproduction du sous-développement qui est

effectivement mis en place, et dévoiler l'idéologie qui le fonde.

C'est ainsi que la recherche en sciences sociales pourrait se manifester dans le débat sur le développement, en démontrant **la mystification** attachée aux différentes méthodes jusqu'alors appliquées, mystification consistant à occulter les effets pervers générés qui ont remis en question les objectifs précédemment énumérés. Parmi ces effets pervers, notons simplement les plus importants :

- * La constitution de rentes économiques et financières liée aux phases I et IV et dérivée des processus d'accumulation, de la spéculation boursière et de la concentration industrielle ; de telles rentes à caractère monopolistique ont été réalisées sur la base d'une alliance entre les acteurs détenteurs du pouvoir politique et les acteurs économiques contrôlant les grands groupes industriels publics nationaux (dans la phase I) ou privés transnationaux (dans la phase IV) ; la constitution de cette sorte de rente va à l'encontre du dogme libéral de la libre concurrence, canalise les financements publics vers la constitution des grands groupes et contribue à l'asphyxie de nombreuses entreprises nationales petites et moyennes qui ne peuvent supporter la concurrence ou ne sont pas en mesure de devenir des entreprises sous-traitantes des grands groupes ; la restructuration industrielle va donc à l'encontre de l'objectif du *travail pour tous*.
- * La corruption institutionnelle caractérise toutes les phases sus-mentionnées et aboutit à une valorisation de la consommation par un enrichissement personnel qui va à l'encontre de la modernisation de l'appareil productif lorsqu'il est lié à des comportements de rentiers ; en outre, parce qu'elle repose sur un échange de faveurs et le contournement du Droit, elle s'oppose à l'objectif de *construction d'un Etat bureaucratique fondé sur le respect de la Loi, l'égalité des chances et la reconnaissance des mérites individuels* ; néanmoins, la corruption représenterait une forme de redistribution des richesses nationales qui participerait d'un processus de socialisation toléré par tous les acteurs parce qu'il permettrait d'atténuer les effets de la crise ; pourtant, jusqu'à

preuve du contraire, la corruption institutionnelle n'a abouti qu'à la reproduction des rentes de pouvoir en les alimentant par des rentes financières héritées ou acquises d'une manière plus ou moins légale^(a).

- * L'émergence des activités informelles qui se sont fortement développées au cours des phases III et IV et qui se caractérisent par une déréglementation des rapports de travail et un laisser-faire de la part de l'Etat parce que ces activités sont censées permettre l'accès au travail pour tous, notamment pour tous ceux qui sont exclus du système productif formel (enregistré, fiscalisé, protégé, régi par la législation du travail et syndicalisé) ; en réalité, elles ont favorisé l'accroissement des marges bénéficiaires pour les entrepreneurs formels (auxquels les activités informelles sont greffées et donc dépendantes des fluctuations de leur demande), en même temps qu'elles institutionnalisait la pauvreté, le sous-emploi et l'exploitation de la force de travail ; en ce sens, les activités informelles ne peuvent être considérées comme des palliatifs à la crise, mais plutôt comme les révélateurs d'un enracinement de cette crise.
- * L'apparition d'une économie souterraine illégale intégrée qui est contemporaine à l'apparition de la crise économique (fin des années 70) et caractérise donc les phases III et IV ; l'économie souterraine illégale – qui englobe les trafics en tous genres comme la contrebande, l'évasion de capitaux, la prostitution, le trafic de drogue, le trafic d'armes... – existait déjà depuis de nombreuses années, mais elle était cantonnée à la marge du système^(b) ; depuis le début des années 90, elle tend à se substituer aux traditionnelles

(a) au cours de la phase III, la décentralisation a permis une "démocratisation de la corruption" en rendant bénéficiaires de "la manne" des acteurs qui en avaient jusqu'alors été dépourvus ; la canalisation des crédits publics en faveur des grands entrepreneurs, opérée au cours de la phase IV, a coupé le robinet de cette forme de redistribution devenue dès lors beaucoup plus sélective.

(b) sauf cas particulier comme la Colombie, l'Italie et certains pays d'Asie (Birmanie, Thaïlande, Pakistan) ou du Proche-Orient (Liban) confrontés à des situations de pauvreté endémique ou de guerre.

activités informelles^(a) et à apparaître comme un recours face à la crise ; de plus, elles acquièrent une légitimité politique par le fait que se sont taries - à cause de la canalisation exclusive des financements publics vers la modernisation de l'appareil productif et la constitution des grands groupes industriels - les anciennes rentes qui alimentaient les clientèles locales à travers les mécanismes traditionnels de corruption ; de ce fait, "les maîtres de clientèle" sont de plus en plus tentés de s'allier aux acteurs de l'économie souterraine illégale^(b) ; le caractère illégal de l'économie souterraine et la concurrence sauvage qui la caractérise tendent à diffuser, sur un territoire chaque fois plus étendu, une violence qui s'oppose à l'objectif d'établissement d'un Etat de Droit pacifié ; de plus cette économie ne favorise l'accès à "l'honorabilité" qu'à une partie de ses représentants, tandis que la majorité des membres qui la composent se retrouvent exclus à l'extérieur des marges du système - où se développent des sociétés parallèles - contredisant ainsi l'autre objectif d'intégration sociale qui est recherché à travers la tolérance intéressée de certaines autorités locales.

De cette analyse, il ressort une opposition entre les impératifs présents de maintien de l'ordre et les espoirs, remis au futur, de progrès : l'ordre politique et social a donc pris le pas sur le progrès économique et social. Certes, il se produit bien une croissance économique, mais celle-ci reste orientée vers le Nord, de manière à ce que les sociétés développées du Nord continuent à se nourrir de la pauvreté et de la dépendance des

(a) en effet, les entreprises informelles sont entrées en crise à cause de l'ouverture des frontières (et donc de la concurrence internationale qu'elles se livrent entre elles par delà les frontières) et à cause du manque de capitaux nécessaires à leur modernisation... sauf à se lier aux acteurs de l'économie souterraine illégale.

(b) en croyant préserver leur pouvoir par cette alliance, grâce aux ressources financières qu'ils en retirent et qui leur permettent de continuer à entretenir leurs clientèles, ils se rendent en réalité dépendants des acteurs du souterrain ; par voie de conséquence, ces derniers, à travers l'alliance nouée, acquièrent une légitimité sociale et politique qui révèle une tendance à l'établissement d'un système mafieux organisé.

sociétés du Sud^(a). Un tel processus qui résulte des politiques de développement entreprises, ne constitue pas en lui-même un effet pervers, car il s'agit bien là d'un objectif non-dit programmé : le maintien du sous-développement au Sud permet aux sociétés du Nord de passer le cap d'une crise économique à laquelle elles sont elles-mêmes confrontées. Et tant que les effets pervers précédemment relevés ne remettront en cause ni la pratique de prédation des richesses du Sud, ni l'équilibre des rapports Nord-Sud, l'inégalité demeurera "fonctionnelle" ; c'est pourquoi tant de **compromissions** sont passées sous silence, autant par les responsables du développement que par les témoins-analystes que sont les chercheurs en sciences sociales dont une majorité d'entre eux considère que le respect des autorités établies impose de taire la complicité intéressée dont font souvent preuve les élites locales - elles-mêmes soucieuses de la préservation d'un statut quo qui leur permet de capter, en la détournant, une partie de la rente constituée par l'aide au développement.

Il faut néanmoins reconnaître que, pour la majorité d'entre eux, ces détournements sont **contre-productifs** pour le Sud parce que - lorsqu'ils ne sont pas dilapidés localement sous forme de dépenses ostentatoires - ils reviennent se placer, en suivant les filières de l'évasion de capitaux, dans le système bancaire du Nord ; quant à l'aide au développement effectivement utilisée pour des opérations concrètes (construction d'infrastructures urbaines, de logements...), elle revient également au Nord, dans les trésoreries des entreprises qui sont chargées de la réalisation des études et des travaux : il s'agit donc simplement, dans ce cas, d'un transfert de fonds publics des Etats du Nord vers les entreprises privées du Nord. Le Nord récupère ainsi, indirectement, une partie importante de l'aide au

(a) si le dogme libéral fait dépendre le progrès de la réalisation des profits, dans le cas des rapports Nord-Sud, la mise en application de cette théorie consiste à soumettre le développement aux profits réalisés, d'abord et presque exclusivement, par les entreprises du Nord (ou par les grands groupes du Sud, associés à des groupes du Nord), ce qui doit, à terme, servir d'effet d'entraînement pour l'ensemble des secteurs des économies du Sud restructurés et/ou privatisés en fonction de cet objectif.

développement attribuée "généreusement" au Sud^(a).

Avec un sentiment de bonne conscience généralisée, on est donc passé d'un colonialisme brutal de conquête territoriale et d'asservissement politique, à un néo-colonialisme doux, modéré, et géré selon les critères d'une rationalité économique préservant l'indépendance des Etats^(b). Mais c'est une illusion qui entretient le mythe de l'efficacité enfin retrouvée grâce à la maîtrise progressive des grands équilibres ; car derrière la façade des statistiques macro-économiques se cache la réalité d'un accroissement de la pauvreté, de l'exclusion ainsi qu'une perte du lien social engendrant chaque jour davantage de rejet de l'autre, de violence et d'intolérance ; et c'est pourquoi, pour des raisons d'efficacité économique, une société de plus en plus duale est en train de s'étendre sur les marges du système dominant.

Quant à l'ordre politique, il est lui-même lié à la préservation des rapports traditionnels de dépendance entre le Nord et le Sud. Fidel Castro insistait récemment sur le fait que le prix de vente des matières premières qu'il exportait aux pays communistes de l'Est n'était pas surévalué, bien que supérieur aux cours mondiaux, mais qu'il correspondait au prix réel de ces matières premières selon les critères d'une véritable et équitable coopération. Mais il n'est pas sûr que le développement soit simplement affaire d'économie ou de finance ou de profit ou de rapport entre l'offre et la demande ou d'ouverture des marchés car rien ne dit qu'un supplément de moyens financiers générerait un surcroît de développement ; il s'agit plutôt là de réponses un peu courtes et de caractère fonctionnaliste à un problème dont les fondements sont d'ordre politique. La preuve en est que les

(a) les dégraissages effectués dans la fonction publique des pays les plus endettés (les pays africains, par exemple), soumis aux mesures d'ajustement structurels, permettront en plus de diminuer les aides sociales qui étaient délivrées par le Nord sous forme de paiement des salaires des fonctionnaires ; lorsqu'il s'agit de faire des économies, la rationalisation wébérienne peut donc être invoquée comme prétexte de restructurations qui mettront au chômage des milliers de petits fonctionnaires, tandis que les ministres et hauts fonctionnaires corrompus continueront à exercer - et à profiter de - leurs prédatations en bénéficiant de l'impunité conférée par leur statut.

(b) alors qu'il s'agit en fait d'une indépendance toute formelle puisque la plupart des administrations sont placées sous la tutelle d'experts étrangers imposés par les organismes internationaux.

Etats du Sud ont compensés les pertes de recettes liées aux faibles prix de vente de leurs exportations par un accroissement d'une **dette financière** leur ayant permis de disposer des financements qui auraient pu être orientés vers le développement. Ce que Fidel Castro a fait en créant un système de santé, un système éducatif et une redistribution sociale des revenus générés par ses exportations "pipées", les autres chefs d'Etat des pays du Sud auraient pu le faire grâce aux prêts qui leur étaient accordés par les organismes internationaux ou l'aide bilatérale ; s'ils ont préféré dilapider les financements qu'ils recevaient, c'est bien avec l'assentiment des bailleurs de fonds et des gouvernements des pays du Nord qui récupéraient ainsi leur aide au développement et transformaient, à travers la dette contractée, les gouvernants du Sud en "obligés" des Etats du Nord.

Le système a fonctionné jusqu'au début des années 90, les dictatures locales assurant sa reproduction avec le soutien des Etats démocratiques du Nord. La crise de légitimité politique qui est apparue ensuite (comme par contagion des bouleversements politiques à l'Est) a provoqué un renversement d'alliances et de stratégies. En juin 1990, lors du sommet franco-africain de La Baule, le président français conditionne désormais l'aide au développement à l'avancée de la démocratie dans les pays du Sud ; le gouvernement socialiste français est déjà au pouvoir depuis 9 ans, sans que la politique néo-coloniale africaine de la France n'ait été infléchie. Une telle duplicité est incompréhensible car elle révèle une incapacité à tirer les leçons de l'histoire, et notamment celle-ci : l'aide accordée à la reproduction de régimes politiques fondés sur le clientélisme (générateur de corruption) et l'arbitraire (par l'utilisation de la violence) ne fait qu'agrandir le fossé entre les gouvernants et les gouvernés (au risque de l'apparition d'une guerre civile qui constituera un effet pervers du processus de pacification nationale), et rendre encore plus difficile la sortie du sous-développement, même avec une croissance retrouvée à la faveur d'un changement des équipes au pouvoir. Et pourtant, l'histoire la plus récente est révélatrice de cela ; l'année 1979 aurait pu inciter les responsables

politiques du monde entier à la réflexion puisque cette année là, deux dictatures (dissemblables et éloignées géographiquement) ont sauté sous la pression de mouvements populaires de masse : la dictature de Somoza au Nicaragua qui a été suivie par une guerre civile (de 1979 à 1990), et la dictature du Shah d'Iran à laquelle ont succédé l'instauration d'une théocratie parmi les plus autoritaires du monde ainsi que la guerre entre l'Iran et l'Irak (de 1980 à 1988). Pourtant, les gouvernements occidentaux, et notamment les gouvernements successifs des Etats-Unis, n'avaient pas ménagé leur soutien (financier et militaire) à ces régimes ; la pacification qui a suivi la chute de ces dictatures aura provoqué un embrasement des régions avoisinantes – qui a coûté des milliers de morts – et déstabilisé ces pays au point de braquer leurs opinions publiques contre les régimes occidentaux. Il n'empêche, comme si rien ne s'était passé : les Etats-Unis demeurent aujourd'hui le troisième partenaire commercial de l'Iran des mollahs^(a) ; on a continué, jusqu'au déclenchement de la guerre du Golfe, à aider le dictateur Saddam Hussein dans son entreprise de se doter d'une capacité d'armement incroyablement destructrice qu'il n'a cessé de retourner d'abord contre l'Iran, puis contre le Koweït, et actuellement contre les minorités kurdes et chiites ; ailleurs, les gouvernements israéliens (et notamment ceux, d'avant juillet 1992, issus de l'alliance contrôlée par le Likoud, et soutenus par les gouvernements Reagan et Bush) ont retardé jusqu'au dernier moment la signature d'une paix qui est finalement arrivée trop tard car l'opinion publique palestinienne est maintenant gagnée par l'idéologie intégriste islamique ; encore ailleurs, le gouvernement français a persévéré à soutenir un régime algérien de plus en plus impopulaire, corrompu et répressif, faisant le lit légitime du fondamentalisme musulman, jusqu'au jour de l'impasse d'aujourd'hui (la guerre civile consécutive de l'interruption, en janvier 1992, du processus électoral). Que vaut donc la promotion de la démocratie face aux impératifs d'ordre économique

(a) après l'Allemagne et le Japon, tandis que la France est au cinquième rang des fournisseurs de l'Iran, et que la Russie préfère vendre une partie de ses stocks d'armes, contre du pétrole, au régime de Téhéran plutôt que d'entretenir sa coopération avec Cuba.

(préserver des sources d'approvisionnement en matières premières) ou géopolitiques (conserver des zones d'influence) ? rien, sinon que la démocratie des pays riches semble se nourrir, en les favorisant par un soutien actif (comme une condition de stabilité politique), des régimes autoritaires et répressifs vis-à-vis de leurs propres populations, installés dans les pays du Sud^(a).

D. LES DESEQUILIBRES DE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE EN SCIENCES SOCIALES

Dans un environnement international où une minorité d'Etats^(b) impose au reste du monde un modèle de développement qui va dans le sens de l'accroissement de leurs profits ; au moment où des programmes de développement sont mis en œuvre sur la base de choix politiques au plus haut point machiavéliques, c'est-à-dire en rendant **victimes** les populations civiles qui sont censées être bénéficiaires de ces programmes, et ceci avec la complicité des élites locales protégées par leurs rentes et leur impunité ; quand seule domine la **Loi du plus fort** qui est aussi la **Loi du plus riche** - dont la Loi commune ne sert qu'à légitimer les pratiques de prédation exclusive - ; lorsque les activités scientifiques apparaissent comme une dépense inutile grévant les budgets nationaux, alors que les besoins sociaux sont tellement importants ; dans un tel contexte, comment situer la recherche

(a) le revirement des élites entrepreneuriales (pour ne pas parler du gouvernement des Etats-Unis) qui avaient applaudi, en septembre 1973, à l'instauration de la dictature de Pinochet (et à l'assassinat du président Allende) est en ce sens révélatrice : les mêmes entrepreneurs ont ensuite favorisé le retour à la démocratie (à partir du référendum anti-Pinochet d'octobre 1988) comme une mesure de stabilité politique nécessaire à la préservation de leurs profits ; idem en Afrique du Sud. Il faut en outre souligner que la promotion à la démocratie signifie, dans la majorité des cas, l'acceptation d'une **démocratie formelle** qui est en réalité une **démocratie policière** ou une **dictature molle** (cf. les cas de la Tunisie, du Maroc, du Cameroun, du Togo où l'ancien dictateur a réussi la prouesse de devenir l'artisan d'un système démocratique militaire...), de toutes manières considérée comme préférable à une guerre civile qui remettrait en question la stabilité politique. Pour se justifier, les responsables politiques occidentaux expliquent que leurs propres pays ont eu besoin d'une expérience de 200 années avant d'accéder à la démocratie, et que donc les jeunes nations d'Afrique ne peuvent y parvenir immédiatement ; il ne leur reste donc plus que 170 années au cours desquelles elles auront encore à souffrir du sous-développement...

(b) relayés par une série d'organisations internationales et d'ONG qui sont financés par ces mêmes Etats pour faire du "colmatage".

en sciences sociales, et surtout comment la légitimer lorsqu'elle ne sert à rien : ni à permettre au système dominant de se reproduire (il pourrait très bien se passer d'elle pour continuer à transformer les Etats en autant de marchés à conquérir), ni à l'en empêcher (le système est capable de circonscrire la critique dans des cercles académiques fermés, ou de l'acheter afin qu'elle le légitime) ?

1. Les modes d'action de la recherche

Et pourtant, les sciences sociales, lorsqu'elles sont récupérées à des fins idéologiques, peuvent servir la soit-disante "modernité", en mettant leur savoir au service du pouvoir et en légitimant ainsi l'idéologie dominante. **La légitimation du système mondial** - à travers le soutien que lui apporte la partie "réformiste" des sciences sociales - qui consiste à vouloir réduire certains de ses effets dysfonctionnels sans toucher à ses fondements (c'est-à-dire les modes transnationaux de réalisation des profits et d'exercice de la domination), peut aboutir à **dé légitimer les sciences sociales**. Une telle dérive est perceptible à travers différentes pratiques de recherche en coopération :

* La monographie : lorsque la recherche se cantonne dans le champ des monographies sans relier l'histoire du local à l'histoire du monde, il manque nécessairement un facteur explicatif ; collé à son terrain, le chercheur devient dépendant des autorités locales qui l'accueillent sans pouvoir remettre en question leurs actions et leurs compromissions ; il est amené à faire **du descriptif**, du recensement, des enquêtes, des fiches, des relevés de hiérarchies sociales ou de divisions spatiales, et ceci au détriment de la production d'analyses qui lui permettraient de saisir le rôle des acteurs locaux intermédiaires s'opposant au développement social des populations dont ils sont les représentants ; ainsi, il n'est pas rare de voir le chercheur en sciences sociales se transformer en **technicien au service des administrations locales** ou en **défenseur de cultures et de traditions** que l'ouverture du monde a parfois rendues périmées ou exclusives ou oppressives ; si

la monographie peut être en-soi une méthode utile de description du milieu, elle n'en demeure pas moins limitée par l'absence d'une perspective comparative qui permettrait de conceptualiser les stratégies des acteurs du sous-développement.

- * La coopération de prestige : elle revient à valoriser prioritairement de "grosses" opérations (type atlas informatiques, Systèmes d'Information Géographique) qui nécessitent des moyens techniques, humains et financiers^(a) importants ; ce type de recherches constitue une vitrine "publicitaire" pour les instituts qui en sont les promoteurs ; outre qu'elles sont susceptibles de poser des problèmes de transfert de technologies et de dépendance des organismes à qui elles sont destinées^(b), ces opérations impliquent des **choix financiers en matière de politique scientifique** qui se font au détriment des recherches plus "classiques" (jugées dépassées parce qu'elles n'utilisent pas une technologie de pointe) ; leur appropriation locale engendre souvent des conflits d'intérêts financiers ou stratégiques (liés à la promotion professionnelle qu'elles peuvent favoriser), ainsi que des jalousies personnelles qui peuvent rendre caduque la coopération parce que **la recherche a tendance à devenir occulte** ; à l'inverse, une coopération sans enjeux de pouvoir et qui ne se voit pas, car les chercheurs sont complètement immergés dans des structures locales, semble contraire à la tradition française des grands travaux ruineux (le Concorde, le paquebot France, l'Opéra Bastille, le surgénérateur nucléaire Superphénix, la filière informati-

(a) en plus du financement direct de la recherche, la gestion de ce financement peut également s'avérer coûteuse, de même que l'aspect "diplomatique" du projet, qui impose fréquemment à toute une série de responsables auto-proclamés ou cooptés d'effectuer des missions de prise de contact, de présentation, d'évaluation, de valorisation, de suivi... Tous ces frais bureaucratiques ou diplomatiques grèvent finalement le budget qui était destiné initialement à la recherche.

(b) la vente des images satellites et leur traitement sont des enjeux importants pour les firmes privées du Nord qui utilisent les chercheurs comme "rabatteurs" afin de conquérir des marchés auprès des administrations des pays du Sud.

que...) (a) .

- * Les effets de mode : ils se manifestent à travers la valorisation de certains termes et thèmes de recherche qui s'imposent sur le **marché académique** ; il s'agit le plus souvent de notions forgées à partir de néologismes – plutôt que de **concepts** – qui traversent l'air du temps, contaminent les esprits, engendrent des polémiques et s'évanouissent en laissant le débat intellectuel là où il était au début ; c'est ainsi que sont apparus les **termes** d'ingérence (plutôt que d'immixtion ou d'engagement), de citoyenneté, de gouvernabilité, de solidarité, de modernité, de post-modernité, de flexibilité, de pôles d'excellence, de cercles de qualité ; ces effets de mode concernent également des thèmes prioritaires de recherche à travers lesquels sont distribués, canalisés et accaparés les crédits de recherche au détriment d'autres thèmes jugés, dès lors, inactuels, sans consistance ni pertinence ; ont ainsi émergés, ces dernières années, les **thèmes** de l'urbain, du secteur informel, des pouvoirs locaux, des migrations, de l'ajustement structurel, de l'écologie, des stratégies entrepreneuriales, des pôles technologiques, des nouvelles technologies, des nouveaux entrepreneurs ; en-soi chacun de ces thèmes est évidemment digne d'intérêt scientifique, mais ils deviennent suspects lorsqu'ils sont lancés comme des **priorités d'une politique scientifique** qui les rend **exclusifs** et les oriente dans le sens d'un soutien – même "utilement" critique, c'est-à-dire aseptisé par l'absence d'analyse des rapports de pouvoir et de domination – à des **politiques officielles et conjoncturelles de développement** ; il n'est donc pas étonnant que certains résultats des recherches effectuées à partir de ces thèmes, soient empreints de **partialité "modernisatrice"** et de **complaisance à l'égard de l'idéologie libéral-démocratique dominante**.
- * L'élitisme baladeur : il consiste à délivrer une "bonne parole universelle" ou à prôner des recettes pour sortir du sous-développement, sans prendre en considération les réalités de

(a) souvent, les pesanteurs bureaucratiques, associées à une dilution des responsabilités et à l'incompétence des preneurs de décision, aboutissent à un acharnement thérapeutique à aller jusqu'au bout d'un projet voué à l'échec.

terrain ou les cultures politiques et économiques locales ; de nombreux chercheurs *spécialistes itinérants*, se sont ainsi prêtés au jeu du développement sans discernement, en adoptant une attitude d'expert ; à l'inverse, les chercheurs qui bénéficient d'un enracinement local acquis dans la durée, détiennent une connaissance du milieu qui aurait quelquefois permis d'éviter - si les décideurs avaient consulté les travaux de recherches réalisés - que ne surviennent autant de ratées liées aux conséquences de certaines opérations de développement ; mais les chercheurs en sciences sociales qui ont étudié les formes de structuration des groupes sociaux ainsi que la distribution des pouvoirs et les modes d'exercice de la domination, seraient peut-être amenés à remettre en question les rentes acquises par les "développeurs professionnels" et donc la situation de pouvoir dont ces derniers jouissent sur le plan international ; en effet, la transposition de modèles occidentaux (en matière d'urbanisation, de planification, de démocratisation, de modernisation industrielle...) a conduit à des effets pervers dommageables principalement pour les populations locales : les anciennes solidarités se sont distendues, la corruption a gagné du terrain sans générer de redistribution, les plans ont été dérogés, les lois transgressées, les oppositions muselées, les repères effacés... tout cela parce que le présupposé de la démarche est que ce sont les sociétés qui doivent s'adapter au modèle de développement et non l'inverse^(a).

- * La coopération mandarinale : elle repose sur l'acquisition et la conservation de rentes académiques à travers l'entretien d'un réseau d'étudiants formés dans les universités des pays du Nord ; une telle démarche vise principalement à constituer des "chapelles scientifiques" structurées et hiérarchisées autour d'un maître auquel ses étudiants sont incondition-

(a) il est particulièrement étonnant qu'après avoir encouragé la corruption des élites locales, les gouvernements du Nord aient maintenant décidé de faire payer aux populations les effets pervers des politiques de développement ; ainsi, les populations auront été deux fois victimes : parce que la corruption aura produit du sous-développement contre-productif et non redistributif, et parce que l'ajustement structurel leur fait payer les erreurs des décideurs du Nord et du Sud.

nellement dévoués ; le fait de travailler sur des sociétés régies par des **rapports clientélistes** semble avoir tellement marqué certains "maîtres à penser" qu'ils ont adopté des méthodes de recherche imitées de ces rapports : la reconnaissance scientifique dépend dès lors de l'influence des **relations** et non plus du mérite, l'accès au terrain devient une **faveur liée à une allégeance** et non pas un droit, l'esprit d'invention fait place à un **discours de répétition** ; la parole du maître s'avère pourtant déconnectée des réalités locales, et déformée car la principale source de connaissance de ses terrains lui est fournie par ses propres étudiants qui, étant eux-mêmes souvent issus des familles dirigeantes des pays du Sud, reproduisent un jugement partiel et "conservateur" de la situation de leur propre pays ; les maîtres ne côtoyant que leurs semblables lors de leurs voyages d'étude, sont d'autre part amenés à fonder leurs théories sur la parole des technocrates locaux^(a), ce qui altère encore davantage leur vision des sociétés dont ils se prétendent les spécialistes ; l'**accès direct au terrain** semble donc être une condition de l'objectivité scientifique - tout en n'en étant pas l'unique condition, car une immersion exclusive peut également aboutir à un empirisme subjectif et limité sur le plan théorique - sans laquelle la connaissance des sociétés risque d'être faussée.

- * La coopération captive : elle se fonde sur une orientation dominante de la recherche appliquée au développement, qui aboutit à ce que les chercheurs du Nord choisissent leurs terrains exclusivement dans les pays du Sud ; or, cette sorte de balisage d'un champ (par le marquage des thèmes et le choix des terrains) est de plus en plus perçue comme une forme de colonialisme scientifique de la part des chercheurs du Sud ; pourtant, la transnationalisation des problèmes de développement militerait plutôt en faveur d'une **multiplication des recherches de type comparatif** qui pourrait déboucher sur un désenclavement de la recherche ; en effet, il est tout à fait concevable, à l'heure actuelle, que des chercheurs du Sud

(a) qui s'appuient eux-mêmes sur des statistiques ou des bilans souvent "discutables".

travaillent sur des terrains du Nord (pour ce qui touche les questions de l'industrialisation, des services publics, des formes de redistribution des richesses, de la marginalisation sociale, des politiques sociales...), ou que des chercheurs du Nord ayant travaillé dans le Sud mettent leur expérience à profit pour initier des recherches dans le Nord (à propos, par exemple, des problèmes liés à l'éducation, aux migrations, aux banlieues^(a), aux nouvelles formes de travail, à la distribution des représentations sociales, aux transformations de la structuration des groupes et des unités familiales) ; l'analyse de certains échecs des politiques de développement dans le Sud pourraient ainsi servir de référence à de nombreuses recherches en sciences sociales effectuées dans le Nord, de la même manière que les problèmes liés à l'intégration (sociale ou géographique) dans les pays du Nord pourraient constituer un cadre de réflexion pour des chercheurs du Sud ; peut-être serait-ce alors imaginable de supprimer cette division arbitraire - et qui est de moins en moins pertinente - entre le Nord et le Sud.

2. La demande sociale

Qui veut des sciences sociales ? A l'heure actuelle, plus grand monde, du fait que les sciences sociales sont plutôt connotées comme des "empêcheurs de gouverner en ronds sonnants". Marquées idéologiquement, elles ont subi le contre-coup de la dépréciation des idéologies d'opposition qu'elles véhiculaient, et seraient donc tombées en même temps que les régimes communistes. La remise en question des idéologies pourrait pourtant constituer un appel d'air, une occasion de "distinction" pour des sciences sociales enfin libérées de la tutelle des partis, de la parole dogmatique de vérité, du discours idéologique de libération (comme contre-point des pratiques capitalistes de développe-

(a) il est, par exemple, étrange que des chercheurs ayant acquis une connaissance des formes de socialisation de certaines populations du Sud, hésitent à retrouver ces mêmes populations ayant migré dans les banlieues des pays du Nord, afin d'analyser les problèmes culturels ou politiques d'intégration auxquelles elles sont confrontées.

ment) et de la fausse conscience (mélange de bonne et de mauvaise conscience) d'être des acteurs impuissants du changement social. Un nouveau champ s'ouvre qui pourrait permettre de réunifier une parole libérée avec une réalité sous contrainte, car les changements sociaux, politiques et culturels n'ont jamais été aussi structurels en même temps qu'actuels, et l'analyse de ces changements s'impose comme une nécessité scientifique.

(1) Recherche institutionnelle et recherche clandestine

De quelles sciences sociales veut-on ? serait en fait une question plus pertinente que la précédente. Car, face à la dépréciation ambiante des sciences sociales, celles-ci se sont adaptées, prenant à leur compte l'objectif de progrès qui fonde l'idéologie dominante *libéral-démocratique*. A l'intérieur de cette idéologie, les sciences sociales font maintenant entendre leur différence : **la nécessité d'injecter du social dans l'économique afin de rendre le système de développement plus performant, plus équitable**. A l'inverse, les analyses politiques qui partent du politique comme de ce qui concerne les affaires de la Cité - en ne dissociant pas les dimensions politique, anthropologique, culturelle et sociale -, n'ont actuellement plus droit de cité dans leur ambition de traiter les problèmes du développement ; elles ne répondent pas à la demande du système.

Le système génère la demande sociale ; telle est la raison pour laquelle celle-ci est toujours orientée dans le sens d'une utilité. Canaliser les recherches en sciences sociales vers les problèmes de l'ajustement structurel ou vers les migrations internationales ou vers l'environnement, a pour but d'aider le système à résoudre ces questions afin qu'il puisse se reproduire. Dans une telle perspective, la recherche est mise au service du développement ; les chercheurs sont ainsi contraints de travailler **pour** le développement, et non **sur** le développement. Les chercheurs qui échappent à cette finalisation sont de plus en plus contraints de travailler masqués, de déguiser leurs intérêts scientifiques sous les attributs de l'utilité. Aucun Etat actuel n'acceptera de recevoir un chercheur en sciences sociales dont le travail de terrain remettrait concrètement en question les

modes d'exercice du pouvoir et de la domination : ni l'Etat d'origine du chercheur - qui a le souci de maintenir de bonnes relations bilatérales dans les domaines commercial ou géopolitique, en faisant semblant de ne pas s'immiscer dans les affaires d'un pays étranger -, ni l'Etat qui est censé être le destinataire de la coopération scientifique. Tant que la coopération scientifique restera **sectorielle**, les sciences politiques et sociales demeureront marginalisées, contraintes de se légitimer en intégrant dans leur corpus les priorités de la reproduction du système. Mais comment revendiquer le droit d'une recherche indépendante des pouvoirs - en fondant ce droit sur une coopération scientifique globale qui inclurait l'analyse des formes du politique comme une condition d'établissement de rapports de coopération - alors que même les relations commerciales au niveau international ne prennent pas en compte la question du respect des droits de l'homme^(a) ?

(2) Recherche organisationnelle et recherche rebelle

Le jeu du partenariat semble donc faussé dès le départ. En fait, les partenaires institutionnels du Nord et du Sud s'entendent très bien pour exclure du champ scientifique toutes les recherches en coopération qui prétendent montrer comment l'ordre mondial se manifeste au niveau local à travers l'exercice d'**une politique de consensus limité**. Sauf à renoncer à l'analyse des changements sociaux liés à la restructuration des rapports politiques, ou à adhérer - inconditionnellement ou d'une manière masquée - aux recherches de l'utile qui s'opèrent sous la direction de disciplines "conservatrices"^(b), il semble pourtant qu'une troisième voie serait susceptible d'être explorée ;

(a) confer les vellétés moralisatrices, à l'égard de la Chine, de l'administration Clinton qui a dû s'incliner devant les pressions des lobbies industriel et commercial américains ; la justification de cette thèse repose sur l'argument que la croissance économique engendrera la démocratie dans un deuxième temps, grâce à l'ouverture des frontières et à la contagion culturelle du modèle occidental ; néanmoins, l'expérience prouve que la croissance économique se satisfait très bien d'un sous-développement politique et social que par ailleurs ses partisans soutiennent comme une condition de la stabilité politique qui favorise la croissance.

(b) ce qui ne signifie pas que tous les géographes ou tous les socio-économistes soient intégrés à la tendance dominante de leurs disciplines.

elle consisterait à remplacer la traditionnelle coopération institutionnelle (entre Etats, entre ministères de la recherche ou entre directions d'organismes de recherche) par une nouvelle forme de coopération : la coopération organisationnelle. En effet, il existe, au-delà des frontières qui séparent le Nord et le Sud, de véritables **convergences d'intérêts** entre chercheurs ou entre équipes, qui pourraient déboucher sur la mise en chantier de programmes de recherches communs, et donc décentralisés^(a) ; ainsi serait peut-être coupé le lien soumettant la recherche en coopération à un pouvoir politique qui la bride. Et si les pouvoirs institués des pays d'accueil ne souhaitent pas que la recherche en sciences sociales aborde certains thèmes jugés trop "sensibles", il faudrait peut-être revendiquer le droit de réalisation d'une **recherche rebelle** à travers laquelle la curiosité scientifique pourrait s'exprimer légitimement...

3. Le rapport entre l'Etat et la recherche

A l'instar de la presse ou des ONG, la recherche en sciences sociales peut apparaître comme un contre-pouvoir. Et de la même manière que tous les contre-pouvoirs, elle peut également être confrontée à une dérive vers l'institutionnalisation^(b) et faire ainsi le jeu des pouvoirs. Cependant, idéalement, la recherche en sciences sociales est autre chose que cela : à travers sa démarche qui se situe en amont de l'actualité, elle permet d'anticiper les changements politiques ou sociaux ; et par l'analyse des structures qui fondent les systèmes de gouvernement, de socialisation ou de domination, elle peut contribuer à éclairer les actions et les stratégies des acteurs impliqués dans la transformation du réel ; de ce fait, elle alimente autant les pouvoirs que les contre-pouvoirs, mais d'une façon indirecte, c'est-à-dire en toute indépendance vis-à-vis de la demande

(a) dont l'évaluation de la pertinence serait du ressort exclusif de commissions scientifiques composées de chercheurs élus par leurs pairs.

(b) ainsi se manifeste la "tentation du pouvoir" qui caractérise de nombreux chercheurs passés du côté de l'utile, et dont les travaux qui s'apparentent à des études d'expertise, ne supportent ni le doute vis-à-vis de-soi, ni la critique venant des autres.

institutionnelle.

Le rapport entre la recherche et l'Etat est donc troublé par l'ambiguïté : d'un côté la recherche publique est financée par l'Etat, et de l'autre, elle revendique son indépendance vis-à-vis de sa principale source de financement. Telle est la principale raison pour laquelle l'Etat souhaite conserver une main-mise sur l'orientation des programmes de recherche, ce qui expliquerait la débauche de **bureaucratie libérale** qui s'abat actuellement sur le milieu scientifique sous prétexte de le rationaliser. Audits privés^(a), commissions, évaluations, restructurations en tous genres, ont jusqu'à présent débouché uniquement sur la déstabilisation des chercheurs considérés comme illégitimes dans leur statut social, et sur leur démobilisation vis-à-vis du débat scientifique en général et du lancement de nouveaux programmes - dont certains qui concernent les sciences sociales, sont discrédités a priori parce qu'ils ne correspondent pas à la demande institutionnelle.

D'autre part, la recherche en sciences sociales ne semble avoir aucun impact sur les politiques en général et sur la politique de coopération en particulier - un peu comme si la machine tournait à vide, l'expérience acquise n'étant même plus en mesure d'alimenter un débat scientifique qui a lieu dans d'autres sphères académiques. Cette situation révèle deux déficiences, en matière de valorisation et d'animation scientifique :

(1) La valorisation de la recherche

Il est de la responsabilité de l'Etat qui a en charge de mettre en œuvre des politiques bilatérales de développement, de fonder ses décisions sur une véritable confrontation d'idées réunissant tous les acteurs impliqués dans la coopération Nord-Sud : acteurs politiques nationaux ou appartenant à des organismes internationaux de financement (niveau de la prise de décision), experts (niveau de la préparation de la décision), membres de bureaux d'études (niveau de l'exécution), représen-

(a) et ruineux, dont les résultats sont faussés car les organismes qui les effectuent doivent répondre aux attentes exprimées préalablement par une demande institutionnelle qui est également leur source de financement ; ils ne doivent donc pas déplaire s'ils souhaitent obtenir d'autres contrats.

tants d'ONG (niveau de l'intervention directe), journalistes spécialisés (niveau de la connaissance actuelle) et chercheurs (niveau des connaissances structurelles)... A travers ces débats entre les différentes communautés^(a) pourraient peut-être surgir des orientations permettant d'éviter les écueils d'un développement contre-productif pour les nations du Sud, ou ceux d'une coopération déséquilibrée dans sa pratique.

En attendant que chaque corporation admette que le développement n'est pas une affaire de monopole - et que les sociétés ne sont la propriété de personne -, il est du devoir de l'Etat de maintenir, en le finançant, un volet de recherche publique qui serve de pont entre les peuples et permette de comprendre comment et pourquoi certaines spécificités culturelles ou politiques peuvent infléchir les opérations de développement.

(2) L'animation scientifique

Afin de stimuler le débat d'idées à l'intérieur de la communauté scientifique, il semble souhaitable de décroiser celle-ci de l'Université ; le corps des chercheurs serait ainsi rendu disponible au partage d'un savoir acquis et reversé aux étudiants ; ces derniers pourraient en outre bénéficier de l'expérience pratique des chercheurs pour ce qui concerne leur apprentissage du travail de terrain. De plus, la confrontation d'idées entre chercheurs, professeurs et étudiants permettrait aux chercheurs de passer d'une connaissance empirique des sociétés à une théorisation des processus de changements sociaux dont l'absence constitue une limite dommageable au travail de terrain. Enfin, le désenclavement de la recherche à travers le rapprochement de l'université, pourrait contribuer à accroître les capacités de communication, l'audience et la force de pression de l'ensemble de la communauté scientifique dès lors mobilisée dans ses prises de position vis-à-vis du développement.

Il est également imaginable de favoriser ce rapproche-

(a) à la condition que cette confrontation ne serve pas à avaliser des décisions politiques déjà prises, mais qu'elle favorise une plus grande circulation des connaissances acquises séparément par chaque groupe d'intervenants, afin d'aboutir à une connaissance plus globale qui éclaire l'action publique.

ment à travers la création d'**unités mixtes et pluridisciplinaires** à l'intérieur desquelles universitaires, chercheurs et étudiants seraient réunis autour d'une thématique originale commune. L'affichage de cette thématique constituerait le fondement de la dynamique scientifique ainsi créée par delà les appartenances disciplinaires de chacun des membres des équipes constituées. Cela permettrait peut-être de décloisonner le paysage scientifique devenu obsolète à cause de corporatismes et de dogmatismes disciplinaires qui ne servent qu'à renforcer un mandarinat stérile et opaque^(a).

La parole scientifique devrait ainsi pouvoir conserver son indépendance vis-à-vis des acteurs impliqués dans le développement économique et social ; cette indépendance - jamais complètement acquise et reconnue, et donc toujours en question - ne pourra se réaliser qu'à travers une mobilisation collective et effective de la communauté scientifique, et dans le souci d'éviter l'atomisation de certains chercheurs marginalisés parce qu'ils ne cautionnent pas les politiques gouvernementales, ou "culpabilisés" parce qu'ils n'approuvent pas inconditionnellement^(b) les actions "sociales" mises en œuvre par les Organisations Non Gouvernementales.

Une telle démarche passerait donc par la promotion de nouveaux thèmes de recherche qui ont été tenus jusqu'à présent sous silence parce qu'ils étaient considérés comme pouvant remettre en cause le système à partir duquel sont définies, distribuées et monopolisées les politiques de développement.

(a) parce que davantage préoccupé par la gestion de la recherche et l'attraction du pouvoir, que par la production scientifique ; la direction de recherche est quelquefois devenue une rente (constituée par le contrôle des crédits de fonctionnement de la recherche) qui anesthésie la recherche elle-même et ne vise qu'à la reproduction des acteurs qui détiennent le pouvoir de gestion.

(b) comme les "fidèles" réunis au sein de l'église tiers-mondiste, faisant du développement pour faire du prosélytisme, avec la bonne conscience de ceux qui "font quand même quelque chose" et qui, à cause de cela, considèrent toute critique comme un sacrilège.

E. LES FACTEURS DU SOUS-DEVELOPPEMENT SOCIAL

Il paraît tactiquement pertinent que les sciences sociales élargissent leur champ de recherche afin d'appliquer la **critique sociale** au processus de mondialisation de l'économie. L'unanimité qui prône l'ouverture des marchés comme condition d'accession à un Etat de Droit, relève d'une idéologie *libéral-démocratique* dont l'un des effets le plus immédiat est que la croissance économique produit du sous-développement social, autant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud. L'internationalisation des effets sociaux des politiques économiques, ainsi que l'imbrication des territoires qui constituent un enjeu de conquête pour l'accroissement des profits, impose donc une remise en cause des anciens clivages entre le Nord et le Sud. La rupture des cadres géographiques et disciplinaires traditionnels pourrait ainsi permettre aux sciences sociales de se renouveler en abordant les phénomènes de mondialisation du sous-développement social à travers les changements structurels qu'implique une mondialisation de l'économie légitimée par une mondialisation de l'idéologie libéral-démocratique. Telle est la raison qui implique le renouvellement des problématiques de recherche et qui justifie la proposition d'ouverture des nouveaux axes suivants :

1. Les acteurs locaux de contre-développement

L'ouverture des frontières et l'assainissement économique liés à la restructuration des filières de production, impliquent un accroissement du chômage, des inégalités et de la pauvreté dans de vastes territoires de la société ; ces phénomènes dérivés s'opposent à l'**objectif d'intégration sociale**. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant de voir se développer, au niveau le plus local, de nouvelles activités qui constituent un recours face à la crise économique - qu'elles permettent d'amortir - et dont les acteurs qui les contrôlent peuvent retirer une **légitimité sociale**. Cependant, ces acteurs peuvent

être amenés à développer certaines stratégies qui s'avèreront non-intégratrices sur le plan social, soit parce qu'elles accroissent la marginalisation des populations, soit parce qu'elles génèrent des sociétés parallèles non-intégrées au système dominant – et donc **sources de conflits** potentiels ou réels, généralisés ou diffusés. Ce sont les stratégies de ces nouveaux acteurs, ainsi que les nouvelles stratégies des anciens acteurs locaux, qui semblent déterminantes pour comprendre l'orientation des transformations politiques, culturelles et sociales en cours. Parmi ces **acteurs-pivots**, au niveau local, certains mériteraient une analyse^(a) approfondie, et notamment :

- * Les trafiquants de drogue. Ils participent à la restructuration de anciennes sociétés paysannes (sacrifiées des politiques agraires inachevées, appauvries par la concurrence des agricultures mécanisées et subventionnées, enrichies par les cultures illicites, mais soumises à la répression ou au racket des forces de l'ordre), des sociétés urbaines (à travers la consommation chaque fois plus importante dans les pays du Sud, et à cause des phénomènes de violence, de prostitution et de délinquance qui en découlent, mais également parce que la richesse artificielle qui est générée par les trafics se répand dans toutes les classes sociales, en se légitimant par la corruption et en ouvrant les possibilités d'enrichissement liées au blanchiment) ; les trafiquants de drogue peuvent devenir des acteurs locaux influents – politiquement et économiquement – qui participeront à la recomposition des élites, et qui serviront de modèles pour les groupes sociaux marginalisés en mal d'identité.
- * Les trafiquants d'armes. Jouant sur des filières qui visent à

(a) il va de soi qu'une telle analyse portera essentiellement sur les stratégies adoptées par ces acteurs ainsi que sur les implications qui en découleront concernant la reproduction ou la réorientation du système global de pouvoir, de domination et de socialisation ; une telle analyse, parce qu'elle se rapporte aux structures du système à travers les stratégies de **groupes d'acteurs génériques** identifiés, ne consiste donc pas en une **dénonciation des individus particuliers** qui reste du ressort des services classiques de renseignement policier ou de l'information de presse ; le travail de recherche se situe donc en amont de ces investigations répressives ou dénonciatrices, et il vise la compréhension des tendances possibles du système (ainsi que la communication publique des résultats acquis) hors de la valeur légale ou morale des phénomènes étudiés.

contourner les embargos ou à dissimuler l'identité des véritables acheteurs, les trafiquants d'armes apparaissent comme des intermédiaires obligés entre les autorités officielles des pays vendeurs et les destinataires du trafic (groupes privés ou personnes publiques) ; ils participent à la restructuration des rapports locaux de domination en favorisant un groupe au détriment d'un autre ; le commerce des armes révèle la faillite de la politique de consensus et des formes traditionnelles de solidarité en rendant possible la mort de l'adversaire ; sur le plan géopolitique, les Etats du Nord se rendent complices des conflits qui ensanglantent sporadiquement le Sud, en contribuant à déstabiliser les sociétés locales ; en effet, en surarmant des Etats clientélistes, les Etats du Nord^(a) croient favoriser une idéologie au détriment d'une autre, un clan au pouvoir contre un autre, mais en réalité, ils donnent la possibilité à un Etat autoritaire de devenir oppresseur de son propre peuple - ou à un groupe (clanique ou ethnique, marginal ou de représentativité exclusive) à la conquête du pouvoir local ou central, d'exterminer ceux qui ne lui font pas allégeance - en retournant contre celui-ci les armes qui lui ont été vendues ; le commerce mondial des armes s'oppose à la démocratisation des Etats en ce qu'il ne permet pas au peuple souverain de choisir ses propres gouvernants ; la règle de la majorité se trouve donc bafouée par la Loi du plus fort.

- * Les "seigneurs" de guerre. Anciens caciques dominants, ils se sont transformés en guerriers qui mobilisent des populations entières afin de s'accaparer un pouvoir par tous les moyens possibles ; ils se servent de leur base sociale comme d'un bouclier qui les défend contre leurs adversaires ; les règles traditionnelles de la guerre selon lesquelles l'armée a pour fonction théorique de défendre le peuple, se trouvent ainsi renversées ; des forces multinationales surarmées sont

(a) outre le commerce direct qu'ils contrôlent pour une bonne part (encore que des pays comme le Brésil, Israël ou l'Inde se sont également lancés dans la fabrication, et ont réussi à emporter certaines parts de marché en cassant les prix), les Etats civilisés fournissent aussi une assistance technique ou des stages de formation, et accordent des subventions, des crédits à l'exportation, des garanties d'emprunt, des rabais...

impuissantes face à ces nouvelles guerres civiles qui déchirent les nations les plus affaiblies (économiquement ou politiquement), comme en Somalie, en Birmanie, en Bosnie, au Pakistan, en Afghanistan... ; favoriser un groupe contre un autre à travers le trafic d'armes toléré, revient à prolonger les hostilités jusqu'à une possible extermination mutuelle des adversaires.

- * Les mafias affairistes. Le développement des activités souterraines illégales permet de mesurer les limites du modèle de croissance libéral dont elles constituent la face cachée ; elles portent également une remise en question de la culture politique traditionnelle, de par le fait qu'elles se greffent sur celle-ci et la détournent, jusqu'à la retourner contre le système lui-même qui était fondé sur "la pacification forcée" des rapports sociaux ; les mafias affairistes sont souvent liées aux représentants des pouvoirs officiels qui participent aux activités illégales à cause du chantage qui peut être exercé à leur encontre, ou par volonté d'enrichissement rapide ; elles déstructurent le milieu économique traditionnel en s'imposant sur les marchés par des méthodes de pression et d'influence, ou en ayant recours à des moyens financiers qui faussent le jeu de la concurrence, au détriment des entrepreneurs légaux.
- * les sectes. Elles participent des nouvelles formes de socialisation et d'une recherche d'identité qui s'adressent aux individus marginalisés ou en rupture de lien social ; elles recréent de nouvelles formes de solidarité et d'adhésion basées sur la constitution de groupes chaleureux, hiérarchisés et placés sous l'autorité de gourous charismatiques incontestés et incontestables, délivrant une doctrine de la révélation et de l'élection ; elles cachent souvent des activités de commerces illicites (blanchiment d'argent sale, par exemple) ou de mobilisation partisane au service d'une cause politique (la lutte contre l'idéologie communiste, contre la laïcité, contre la société de consommation...) ; elles procurent des revenus confortables à ceux qui les contrôlent (en dépossédant leurs adeptes de tous leurs biens et sources de revenus, ou en

les utilisant comme une main d'œuvre bon marché) et qui bénéficient souvent de protections de la part d'élites qui leur garantissent une honorabilité ; elles réinjectent de la morale et du social là où la corruption et l'atomisation sociale croissantes sont parmi les fondements tolérés du système d'intégration.

- * les ONG. Elles fabriquent du contrôle social et des politiques sociales là où les déficiences de l'Etat et des pouvoirs locaux institués sont les plus manifestes ; elles bénéficient d'une rente de situation en ce qu'elles sont, chaque jour davantage, les interlocuteurs privilégiés des organismes internationaux de financement (qui les pourvoient en subventions diverses) et des pouvoirs locaux (qui leur délèguent la réalisation des politiques sociales) ; elles apparaissent comme des acteurs-intermédiaires entre ces deux instances de régulation sociale ; la rente n'est pas prête de se tarir pour les ONG qui vont canaliser une importante partie des financements consacrés aux volets sociaux des programmes d'ajustement structurel ; elles sont devenues des "passages obligés" pour mettre en œuvre la plupart des opérations de développement social qui consistent à injecter une dose homéopathique de "solidarité" pour masquer les inégalités sociales ; en ce sens, elles renforcent "la bonne conscience d'un système" qui produit de la pauvreté et qu'elles aident à se reproduire en ne s'attaquant pas aux causes du sous-développement ; certaines connaissent une dérive vers l'institutionnalisation (en prônant une idéologie de la participation et de l'intégration politique, plutôt que le développement de stratégies autonomes de résistance) et se transforment en acteurs de pouvoir intégrés à l'appareil d'Etat qui se légitime à travers elles^(a).

(a) si certaines organisations indépendantes comme Amnesty International demeurent des entités indépendantes de contre-pouvoir, de nombreuses organisations humanitaires sont confrontées à la crise générée par leur neutralité qui les a conduit, par exemple, à abandonner le Rwanda au printemps 1994, et donc, à laisser-faire (sans intervenir et sans se donner les moyens de le dénoncer), le génocide qui s'y est perpétré ; en favorisant le clientélisme sur le plan local, en promouvant la bienfaisance charitable qui fait s'apitoyer les populations des nations riches, en œuvrant au voisinage des marchands d'armes et en composant avec les seigneurs de guerre, elles sont amenées à cautionner un système fondé sur la "bienfaisance kaki" et à devenir "les complices involontaires de cette supercherie" (cf. BRAUMAN Denis, "Devant le Mal ; Rwanda, un génocide en direct", Arléa, 1994).

* les entrepreneurs. il s'agit d'une des catégories sociales les plus touchées par la restructuration de l'appareil productif ; la recomposition du groupe des entrepreneurs tend à favoriser les entreprises des grands groupes industriels qui ont été, grâce à la complicité des représentants de l'Etat, les principaux bénéficiaires des privatisations du secteur public ; les monopoles publics ont ainsi cédé la place aux oligopoles privés^(a) qui ont, de ce fait, acquis une rente - dans les domaines économique et politique - favorisant l'apparition d'une nouvelle forme de corruption sur une échelle plus vaste que celle qui concerne le clientélisme traditionnel ; la face cachée des grands entrepreneurs, qui réside dans les délocalisations industrielles et financières^(b), institutionnalise un monde économique hors normes où tous les coups sont permis pour dégager des profits^(c) ; quant aux délocalisations industrielles, elles privilégient les installations de filiales dans des pays où la législation du travail est d'une extrême souplesse, et elles utilisent des sociétés locales sous-traitantes afin d'optimiser les rendements par une exploitation

(a) les oligopoles récemment créés faussent le jeu de la transparence censée être garantie par une concurrence que, par ailleurs ils revendiquent pour justifier la suppression des monopoles publics dans le domaine des services, en mettant en avant les économies réalisées par le secteur privé sur les coûts d'exploitation ; en fait, ces oligopoles développent tout un système d'ententes illicites (du simple partage du marché, en passant par les "offres conjointes et solidaires", les filiales communes, les participations croisées, les dédommagements aux candidats non retenus à un appel d'offre), avec la complicité des élus et techniciens des collectivités locales, afin d'éliminer des marchés les concurrents indésirables qui ne joueraient pas le jeu des prix concertés et de la corruption obligée.

(b) les délocalisations financières consistent en la création de caisses noires à travers lesquelles sont gérées les commissions occultes illégales versées par les grands groupes industriels, pour l'obtention de marchés, à des intermédiaires privés, à des partis politiques (dont certains trouvent là leur principale source de financement) ou à des hommes politiques ; elles sont également un moyen pratiqué pour l'évasion fiscale, par l'utilisation de filiales dans des paradis fiscaux (à l'abri des regards du fisc, des douanes et de la justice) qui garantissent l'anonymat et permettent de faire fructifier rapidement les sommes qui sont déposées.

(c) il faut remarquer, par exemple, que les grands groupes industriels utilisent les mêmes filières de délocalisation financière et les mêmes moyens (complexité des circuits pour brouiller l'origine des capitaux, destination à des prête-noms) que les trafiquants de drogue ; en effet, ces derniers blanchissent les profits de la drogue à travers des sociétés "offshore" qui recyclent l'argent sale en toute honorabilité, par le biais de prise de participation et de prêts en bonne et due forme ; ces capitaux "productifs" et illégaux se croisent, se mélangent et se font fructifier mutuellement à travers le système financier international.

maximale de la force de travail^(a) ; bref, la relance économique sélective, outre qu'elle provoque, dans les pays du Nord, de nombreuses faillites de petites ou moyennes entreprises, du chômage et de l'exclusion, implique également un accroissement du sous-développement social dans les pays du Sud, et cela avec la complicité bienveillante des responsables politiques et économiques (industriels et financiers) alliés dans cet objectif de restructuration.

L'analyse des stratégies de domination locale (fondées sur l'imbrication des acteurs privés, publics et associatifs), ainsi que l'impact de ces stratégies sur les formes de structuration sociale, s'avèrent déterminants pour comprendre comment se reformulent, d'une part le rôle de l'Etat, d'autre part le rapport à la Loi, et donc pour rechercher les conditions de possibilité de l'instauration d'un Etat de Droit. Ainsi pourrait être précisée, autrement que d'une manière illusoirement idéologique, la relation réelle entre économie de marché et Etat de Droit. Les recherches entamées jusqu'à présent dans ce domaine, démontrent l'importance de deux déterminants transversaux qui concourent à la reproduction du sous-développement social : **la corruption et le clientélisme**. La corruption institutionnelle qui gagne les sphères les plus élevées de l'Etat jusque dans les pays du Nord, contribue de moins en moins à la redistribution clientélaire traditionnelle ; elle devient une corruption orientée presque exclusivement vers l'enrichissement personnel ; cette crise de la redistribution favorise la

(a) c'est ainsi que certains laboratoires pharmaceutiques peuvent écouler une partie de leurs stocks usagés dans les pays en développement, que les industries polluantes peuvent enfouir leurs déchets toxiques dans les sous-sols de pays tiers, que peuvent prospérer des ateliers clandestins comme "parasites" des grandes entreprises formelles, en pratiquant le trafic de main d'œuvre immigrée, en imposant des conditions de travail de type esclavagiste à leurs employés, en exploitant le travail des enfants... ; ainsi, par exemple, dans les fameuses "maquiladoras" mexicaines, considérées comme un modèle de développement, les syndicats (et notamment la CLADEHLT) dénoncent les conditions de travail que subissent les jeunes femmes âgées de 14 à 20 ans qui composent le gros du personnel de ce secteur : les vexations personnelles (abus sexuels, stérilisations non consenties, surveillance malsaine dans les toilettes où elles n'ont accès que deux fois par jour et pendant une durée déterminée), les arrêts techniques de travail sans aucune compensation, la manipulation de substances toxiques et de produits dangereux sans aucun avertissement préalable et sans pouvoir disposer d'un matériel adéquat de protection...

reconnaissance sociale de nouveaux acteurs - issus des marges internes ou externes du système légal - qui parviennent à acquérir une légitimité à partir d'un enracinement au niveau le plus local. L'analyse stratégique révèle donc une transformation structurelle des relations clientélistes traditionnelles ; en effet, alors qu'auparavant celles-ci fondaient les modes de redistribution au niveau local, l'avancée de l'urbanisation et l'instauration de bureaucraties nationales complexes, ont provoqué une **crise du contrôle social des élites** (ainsi qu'il pouvait s'exercer dans les anciennes sociétés rurales). En se modernisant, la culture de rentes et de privilèges est restée contre-productive, mais elle est devenue facteur de désintégration sociale ; lorsque ses représentants continuent à contrôler les leviers de l'Etat - en disposant du pouvoir politique à l'échelle nationale -, ils reproduisent une culture politique de type néo-clientéliste qui se fonde sur un exercice particulier du pouvoir : la pratique de l'abus de pouvoir (l'obligé est une chose servile ou inutile), l'appropriation privée de la chose publique (qui aboutit au détournement des finances publiques ou à la corruption exclusive) ainsi que la confusion entre **ce qui est tolérable** (pour la reproduction du système politique) et **ce qui est légal** (la Loi étant alors utilisée pour la défense des intérêts acquis, et pouvant être contournée pour l'accroissement de ceux-ci). C'est ce qui explique pourquoi un tel système politique génère du sous-développement et pourquoi l'aide au développement, en se basant sur la reproduction des systèmes politiques établis, est devenue une aide au sous-développement. C'est ce qui permet également de comprendre les limites des nouvelles démocraties du Sud, lorsque ceux qui en sont les porte-paroles sont issus des classes dominantes de l'ancien système.

L'intervention de ces nouveaux acteurs à la marge de la croissance économique - mais contribuant à relancer cette croissance -, associée à un retrait de l'Etat dans les domaines de la protection sociale et de la redistribution clientéliste, remet donc en cause, non seulement les modes d'intégration sociale, mais aussi les formes de la représentation politique. En effet, il semble évident qu'un Etat de Droit ne se décrète

pas ; il se fonde sur les structures d'un Etat réel, façonné par l'histoire ; or, en voulant promouvoir des Etats démocratiques sur la base d'un retrait de l'Etat (notamment en matière de services publics, de construction de logements sociaux, de garanties de l'emploi), les processus d'alternance politique actuellement en cours ne peuvent se fonder sur une légitimité sociale ; en effet, les nouveaux Etats sont dépourvus des moyens de résoudre les déficiences accumulées en matière de redistribution - géographique et économique - des richesses. C'est ce qui explique la formation de ces nouvelles légitimités de contre-pouvoir qui se fondent sur des **valeurs de moralité exclusive** (les sectes, les ONG), des **valeurs commerciales claniques** (trafiquants de drogue, mafias, entrepreneurs) ou des **valeurs de libération sociale** susceptibles de déboucher sur une mobilisation politique conflictuelle qui remettra en question l'ordre institutionnel établi (les seigneurs de guerre) ; il peut exister une **solidarité d'intérêts** entre les différents groupes qui portent ces valeurs. Il peut également exister une **solidarité de reproduction de classe** entre ces groupes et certains de ceux qui contrôlent l'Etat (si chacun respecte le statut et le territoire de l'autre) ; en effet, certains acteurs contrôlant les nouvelles activités économiques souterraines, sont amenés à nouer des alliances avec les représentants des pouvoirs officiels afin de légitimer - et d'accroître -, par l'influence, leur domination récemment acquise dans les domaines économique, politique ou social. Une telle **politique de consensus** porte en elle-même une instabilité, relative à l'imprévisibilité des relations entre des acteurs dont les uns sont intégrés au centre du système et les autres intégrés aux marges (locales ou légales) du système ; c'est pourquoi se développent également des formes de mobilisation politique ou sociale de type conflictuel qui peuvent déboucher sur la constitution de foyers d'insurrection.

2. Les foyers d'insurrection

Les ressources locales étant limitées, les acteurs politiques traditionnels qui subissent la pénurie connaissent

donc un grave problème de reconnaissance sociale et de légitimité politique, lié à la carence de leurs moyens de redistribution et à l'apparition de nouveaux acteurs-pivots à la marge du système dominant d'intégration sociale. Afin d'assurer la continuité de la stabilité politique à l'intérieur des territoires concernés par ces changements, il n'est pas rare que des politiques soient engagées qui contribueront à sacrifier **l'objectif de pacification des rapports sociaux**. Mais de telles politiques peuvent aussi générer des effets pervers qui provoqueront une remise en cause de **la stabilité politique** nécessaire à la croissance économique. La généalogie de ces **processus de tension** apparaît donc nécessaire pour comprendre, d'une part les déficiences d'une intégration sociale opérée à partir des Etats-Nations de type clientélistes, et d'autre part les causes politiques qui limiteront les effets attendus des restructurations économiques planifiées. Les tensions générées par la situation de recomposition politique, sociale et territoriale, peuvent être perçues à travers différentes manifestations :

- * Les débordements sociaux sur des micro-territoires. Ils peuvent prendre un **caractère explosif** comme à l'occasion de révoltes urbaines et d'émeutes de la faim^(a), ou se manifester à travers les **phénomènes d'implosion** liés à la délinquance quotidienne ; la réponse des pouvoirs publics à ces débordements consiste en l'augmentation des moyens de répression, soit diffusés sur tout le territoire, soit concentrés sur les quartiers abritant les populations "à risques" ; cette dernière stratégie accroît les tendances à la "ghettoïsation" et génère des **solidarités locales de groupes exclus** (chômeurs, délinquants, dealers) qui apparaissent comme les fondements d'une **organisation sociale parallèle** et opposée à la fois aux représentants du système dominant (maires, policiers, commerçants) et aux symboles du modèle de socialisation (l'école, le travail, le respect de la Loi) ; les politiques de répression

(a) par exemple, lorsque éclatèrent les émeutes de la faim des années 88/89 en Algérie, au Maroc, au Venezuela, en Argentine, ou à l'occasion des révoltes populaires contre la dévaluation du franc CFA, durant l'année 1994, au Sénégal ou au Gabon, ou lors des pillages collectifs perpétrés pendant les manifestations anti-CIP en France, en 1994.

qui sont basées sur des méthodes d'aménagement du territoire par le quadrillage social de l'espace, vont à l'encontre des politiques d'intégration ; dans cette perspective limitée, « on ne demande plus, on se sert » et la **délinquance apparaît comme une forme de redistribution informelle des richesses nationales.**

- * La revendication politique des particularismes sociaux. La formation de micro-territoires à la marge de la société peut déboucher sur une revendication d'autonomie territoriale, de fait ou liée à un projet de reconnaissance politique ; dans ce cas, on assiste à une remise en cause du modèle républicain d'intégration - basé sur les concepts de **communauté nationale**, d'**égalité devant la Loi** et de **peuple unifié** - auquel se substitue l'**intégration séparée sur un territoire local** (contre la Nation), la **norme sociale** (contre la Loi) ou l'**appartenance socio-raciale**^(a) (contre le Peuple) ; en effet, la forme traditionnelle de l'intégration nationale tend de plus en plus à céder la place à une intégration locale séparée, renforcée par le **laisser-faire** des autorités publiques pour lesquelles elle est un moyen de quadrillage social de l'espace ; c'est ainsi qu'on assiste à un développement d'économies souterraines intégrées au local et plus ou moins imbriquées à l'économie

(a) c'est ainsi qu'est mis à mal, aux Etats-Unis, l'idéal d'intégration raciale qui avait mobilisé la société américaine au cours des années 60 ; actuellement, dans des villes comme Washington, la ségrégation entre quartiers blancs où résident les élites, et les 2/3 de la ville peuplée de noirs (et où sont concentrés les problèmes de pauvreté et de criminalité) est une réalité quotidienne que ne peut tempérer l'existence d'une petite classe moyenne noire ; une telle réalité accroît les phénomènes de rejet de la citoyenneté partagée, et de discrédit des élites politiques et intellectuelles (ceux qui possèdent et ceux qui savent) jugées incapables ou non désireuses de mettre en œuvre de véritables et efficaces politiques d'intégration ; il est vrai que le **modèle américain d'intégration basé sur le respect des minorités**, favorise le développement séparé (socialement, spatialement, politiquement et économiquement) des différentes communautés ethniques, religieuses ou raciales. En France où l'**intégration républicaine** consiste à proposer un moule culturel commun à l'ensemble des différentes communautés, les phénomènes d'exclusion sociale et de division spatiale apparaissent davantage liés à la **pauvreté collective** ; ils n'en provoquent pas moins des tensions croissantes susceptibles de dériver vers des **formes d'exclusion raciale**, à la fois de la part de la communauté intégrée et peu désireuse de partager en temps de crise, comme de la part des minorités qui, ne touchant pas des bénéfices attendus de l'intégration, peuvent être amenées à rompre "le contrat" d'appartenance à la communauté nationale.

officielle^(a) qui connaissent un **développement social séparé**, hors la loi, c'est-à-dire en opposition au système dominant et à ses valeurs^(b) ; des tensions se manifestent donc périodiquement qui peuvent être interprétées autant comme une révolte sporadique contre l'autorité instituée, que comme un mouvement social organisé – et un refus politique – du modèle d'intégration dominant.

- * L'apparition d'une culture fondée sur des bases ethniques ou religieuses. Le développement de particularismes sociaux peut déboucher sur une revendication de particularismes ethniques ou religieux qui donneront un fondement culturel à l'intégration (socio-politique et économique) séparée ; cette revendication est révélatrice de l'échec du modèle d'intégration pluri-culturel en ce qu'elle encourage la reproduction des divisions territoriales sur des bases ethniques ou religieuses exclusives – pouvant conduire à l'expression de formes de racisme retournées contre les groupes dominants qui prônent l'assimilation ou l'intégration par le haut – ; en fait, cette tendance remet en question l'idéologie de l'intégration qui a abouti à

(a) les trafics en tous genres et le système de débrouille se greffent sur l'économie formelle et l'alimentent, notamment à travers l'entretien des familles et les dépenses de consommation qui sont effectuées à partir des bénéfices produits ; d'autre part, les subventions en tous genres et le soutien financier qui passent par l'intermédiaire des nombreuses associations, permettent de dégager des profits qui dynamisent le niveau local, sans être pour autant productifs, ni contribuer à une meilleure intégration sociale ou spatiale.

(b) le cas extrême de cette tendance à la séparation des espaces sociaux à l'intérieur d'une même entité nationale ou urbaine, pourrait être celui des favelas de Rio-de-Janeiro ; le laisser-faire intéressé des autorités policières (dont on estime, de source officielle, que 70 % de l'effectif total est corrompu ou compromis dans des affaires illégales) a permis que se développe une société parallèle basée sur une économie souterraine illégale intégrée ; c'est ainsi que quelque 700 foyers de trafic de drogue ont été recensés dans ces quartiers Nord de Rio ; il s'agit de bandes dont chacune d'entre elles regroupe des effectifs variant de 40 à 150 personnes, et qui développent leurs activités indépendamment les unes des autres, mais avec l'assentiment de la police qui participe à la gestion du partage de l'espace ; l'activité principale de ces bandes est le trafic de drogue (mais également les cambriolages, les attaques à main armée et les agressions pour vol) qui va de pair avec un important commerce clandestin d'armes à feu ; le climat de violence généralisé (une vingtaine d'assassinats sont quotidiennement commis à Rio), la passivité de la population (impuissante, atomisée et soumise aux "autorités" locales) et l'incapacité de la police, ont débouché sur l'intervention des forces armées en vue du maintien de l'ordre social (combattre le crime organisé et désarmer les trafiquants) ; cette immixtion des militaires dans les affaires civiles de l'Etat (pour un pays qui paraît encore plus traumatisé par la décomposition sociale et politique actuelle que par les mauvais souvenirs laissés par la dictature militaire) semble légitimée par la population de Rio qui, selon un sondage récent, y est favorable à 82 %.

un développement sélectif, facteur de reproduction de pauvreté et de non-intégration, en entretenant l'illusion du progrès pour tous ; « *puisque vous ne voulez pas de nous, laissez nous nous débrouiller nous-mêmes et nous aimer nous-mêmes* » semble être l'argument justifiant cette stratégie qui tend à valoriser la supériorité de l'exclu et porte en elle une intégration jugée plus réussie ; c'est ainsi que le noir brésilien revendiquera non seulement sa négritude, mais aussi son statut d'être plus brésilien qu'un brésilien métis, ou qu'un noir américain d'être plus américain qu'un américain moyen ; cette supériorité, symbole d'authenticité et de pureté, est également la marque d'une **exigence de respect de la part de l'autre** (l'étranger de race, de religion, de fortune, de statut) pouvant déboucher sur de véritables luttes armées en cas de transgression du **consensus de séparation culturelle**^(a).

- * L'apparition d'un nationalisme fondé sur des bases ethniques ou religieuses. Les conflits ethniques et religieux sont à la base des nouvelles insurrections qui ensanglantent le monde depuis une dizaine d'années et que l'écroulement des blocs ou la libération des idéologies internationalistes (autant le communisme réprouvé que le capitalisme inaccessible) ont stimulé ; c'est ainsi que des groupes armés claniques et / ou religieux (contrôlant le trafic de drogue, le trafic d'armes, le trafic de l'aide humanitaire internationale...) s'engagent à la conquête des Etats, et constituent de véritables forces au gré des alliances opérées entre différents groupes ; les Etats traditionnels se retrouvent donc déstabilisés, au point de quelquefois tomber sous la coupe de ces puissances locales agglomérées^(b) ; pour ne considérer que le cas des Balkans,

(a) qu'on se souvienne des émeutes raciales de Los Angeles, en mai 1992, qui ont été déclenchées par l'acquittement des 4 policiers blancs accusés d'avoir passé à tabac un automobiliste noir (Rodney King) qui aurait commis un délit de fuite.

(b) de tels conflits concernent actuellement des pays comme le Soudan, l'Ethiopie, l'Algérie, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Inde, l'Indonésie, le Sri Lanka, la Somalie, le Libéria, certaines républiques de l'ex-URSS, la région des Balkans... L'UNICEF (à l'occasion d'une exposition au Mémorial pour la paix de Caen, automne 1994) a recensé 150 guerres déclarées (chiffre qui passe à 400 si on y inclut les conflits armés locaux) depuis 1945, qui ont provoqué un total de 23 millions de morts.

la remontée de l'histoire (c'est-à-dire la réapparition des scissions générées par le dernier conflit mondial), la résurgence des différends culturels mal réglés, les questions frontalières occultées, l'affirmation des minorités bafouées et le désir de l'Allemagne d'étendre sa puissance économique en se constituant une **zone d'influence politique** (par la reconnaissance unilatérale, en 1991, de la Slovénie et de la Croatie, qui a encouragé les revendications nationalistes en Bosnie et attisé une guerre allumée finalement en 1992), ont transformé l'ex-Yougoslavie en un abcès de fixation des passions nationalistes en Europe ; dans de nombreux autres pays, l'alliance entre des mafias affairistes locales et des groupes nationalistes - intégrés ou non à l'appareil d'Etat - aboutit à déstructurer les sociétés (coincées entre la corruption politico-financière institutionnalisée, non redistributive, révélatrice des liens entre mafias et personnalités politiques, et le fondamentalisme purificateur) ; se trouve également instituée une Loi de la jungle (revenant à **promouvoir un capitalisme sauvage débridé**) qui favorise les exclusions ethniques et / ou religieuses, l'expression de l'intolérance ou de la xénophobie et le **désir d'extermination de l'autre** par l'adoption de politiques de purification ; tous les conflits nationalistes de par le monde révèlent l'échec du modèle d'intégration fondé sur la construction de l'Etat-Nation, perçu de plus en plus comme une illusion entretenue par les puissances occidentales, alors que la réalité consistait en la création d'**Etats clientélistes** autoritaires, pratiquant la prédation, cultivant des rentes appropriées sélectivement par une minorité de nantis qui contrôle les pouvoirs politique et économique, et générant du sous-développement social ; en soutenant ce type d'Etat, les nations occidentales ont semé les germes du ressentiment populaire et favorisé l'essor d'un nouveau type de nationalisme qui apparaît non seulement comme la révélation d'une crise des sens et des valeurs, mais également comme une nouvelle matrice de sens ; devant l'incapacité des anciens Etats clientélistes nationaux à développer des politiques d'intégration des minorités, **le nouveau nationalisme**

débouche ainsi sur la constitution d'entités locales qui demeurent clientélistes (à tendance mafieuse), mais sont homogènes et exclusives : **une religion, un peuple mono-ethnique, une nation.**

* La résurgence du populisme. Les nouveaux nationalismes apparaissent donc comme la traduction, au niveau de l'Etat, des tendances sectaires exprimées à l'échelle communautaire locale ; ils sont une réponse au problème du sous-développement social, mais une réponse idéologique qui reprend, sous la forme d'un engagement politique, les anciennes pratiques qui caractérisaient l'Etat clientéliste, en les reversant au local afin de les rendre davantage distributives de richesses, d'intégrité et d'identité exclusive ; telle est la raison pour laquelle les nouveaux nationalismes se fondent sur l'apologie du **chef charismatique** qui mobilise les masses en utilisant les méthodes de **l'arbitraire** exercé contre les oppositions internes, de **la parole démagogique** délivrant des recettes politiques pré-conçues (relevant souvent du patriotisme de terroir), et de **l'exacerbation des divisions sociales** (la ville contre la campagne, les natifs contre les immigrés, les hommes contre les femmes perverties, les forces de l'ordre contre les représentants d'un progrès qui conduit à la débauche, les tenants de l'universalisme des Lumières contre les défenseurs des traditions locales...) à partir d'un discours dénonçant un **complot mondial** ; une telle dérive se trouve légitimée par la déconnexion des élites (politiques et intellectuelles) traditionnelles vis-à-vis des vrais besoins et problèmes quotidiens des *masses travailleuses*^(a) ; un tel populisme se trouve maintenant exacerbé et légitimé sur un champ social de plus en plus large, remettant en cause les idéologies du

(a) c'est ainsi qu'on entend des responsables politiques nationaux, et socialistes de surcroît, prôner des solutions démagogiques au malaise des banlieues, consistant par exemple à recréer des emplois de serveurs d'essence pour humaniser les services et résoudre le problème du chômage ; outre que de telles solutions privent les travailleurs des avancées du progrès en matière d'amélioration des conditions de travail par l'automatisation, elles ne constituent pas la réponse souhaitée en matière d'intégration qui passe par une remise en question des rapports sociaux, des formes de représentation, des formes de redistribution, un renouvellement du rapport au travail et donc des divisions hiérarchiques... qui remettrait en question les rentes politiques des gouvernants.

progrès partagé, de la solidarité de classes et de l'humanitarisme (lié aux politiques sociales), auxquelles se substitue une **nouvelle idéologie du progrès exclusif**^(a).

- * Le sort des populations civiles. Les tensions et conflits générés par les nouveaux nationalismes se déchaînent prioritairement contre les populations civiles prises en otages, réprimées et expulsées sans ménagement, comme de la chair à canons^(b) ; ces populations théoriquement protégées par les conventions et accords internationaux^(c), se retrouvent à la charge d'ONG humanitaires impuissantes, mais dont la seule présence suffit à assurer la bonne conscience des populations nanties et la reproduction du système mondial ; or, c'est ce même système qui se retrouve à l'origine de tous les déplacements, pour avoir permis aux gouvernements occidentaux de soutenir des régimes impopulaires - assimilés aux valeurs de progrès et aux principes des Lumières, qui étaient revendiqués idéologiquement et déçus politiquement - ayant fait le lit des

(a) pour preuve, les résultats du référendum californien du 8 novembre 1994, qui ont permis l'adoption (avec 59 % de "oui") du projet de loi (dit "proposition 187") destiné à priver les immigrants illégaux d'un certain nombre de services sociaux et de mesures d'aide sociale (les écoles publiques, les hôpitaux, les gardes d'enfants, les soins prénatals, les allocations aux plus défavorisés...) ; outre que ce texte remet en cause le système du "welfare" (la politique d'assistance sociale), il révèle l'extension aux classes riches et moyennes, d'un climat de peur, du racisme et de la xénophobie ; il constitue une réponse démagogique de type nationaliste à la dégradation de l'économie, au renchérissement du coût de la vie, aux révoltes urbaines, au déséquilibre ethnique de la Californie (cet Etat, le plus peuplé et le plus riche de l'Union, accueille environ 1,5 million d'immigrés illégaux, et, en l'an 2.000, le "groupe hispanique" constituera plus d'un tiers de la population totale, contre 29 % actuellement)... et aux calamités naturelles (incendies, menaces de tremblement de terre) dont sont évidemment responsables les immigrés clandestins.

(b) pendant la Première Guerre Mondiale, moins de 10 % des victimes étaient civiles ; pendant la Seconde, on a atteint 50 % ; aujourd'hui, du Cambodge au Liban ou du Rwanda à l'Afghanistan, on frôle les 90 % (cf. UNICEF, op. cit.).

(c) et notamment les conventions de Genève de 1949 qui interdisent l'homicide intentionnel, la torture, ou les traitements inhumains lorsqu'ils touchent des blessés, des malades, des prisonniers de guerre ou des civils ; la convention IV de La Haye de 1907 qui prescrit certaines méthodes de guerre comme les armes empoisonnées ou le meurtre des ennemis qui ont mis bas les armes ; la convention sur le génocide de 1948 qui prohibe les actes commis dans l'intention de "détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux" ; le statut du tribunal militaire de Nuremberg de 1945 qui a servi de base à la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies du 22 février 1993, créant le tribunal pénal international de La Haye ; toutes ces conventions sont caduques car inapplicables dans le respect de la souveraineté des Etats nationaux (fondement de la **stabilité géopolitique**), ce qui empêche de poursuivre les responsables politiques, les commandants militaires ou les simples exécutants qui les auront transgressés.

mouvements nationalistes fondés sur une inversion radicale des valeurs ; la **libération nationaliste** consiste donc à bannir, sur une vaste échelle, des populations entières sous prétexte de purification, c'est-à-dire de **développement social exclusif**, en produisant des réfugiés (migrants involontaires sans terres, sans toits et sans protection des Lois), des génocides, et en utilisant les méthodes de répression testées par les Etats clientélistes - et notamment les emprisonnements arbitraires de caractère raciste -, reprises sur des bases religieuses ou ethniques de légitimation ; toutes ces populations, expulsées du système national d'intégration et ne disposant plus que de la charité internationale pour vivre, développent des stratégies de survie et doivent faire face à une déstructuration sociale qui concerne autant les rapports familiaux, les modes de socialisation et les formes de domination ; ici, à l'intérieur des camps ou des installations de transit, l'enracinement n'existe plus et l'identité se recompose à partir d'une dimension locale toujours provisoire^(a).

Toutes ces manifestations de tension mériteraient d'être analysées par la recherche scientifique - non comme des faits divers, mais en les rapportant aux stratégies des acteurs de contre-développement - afin de cerner les enjeux qui les motivent et les effets de sous-développement social qu'elles impliquent. Elles révèlent le lien entre les impératifs géopolitiques et la recomposition du local, de la vie quotidienne de tout le monde, et ceci à travers une division des fonctions selon les échelles politiques : du **local** (communautés organiques, économie clientéliste intégrée), au **national** (groupes mixtes, économie de redistribution, politique de régulation politique, fermeture des territoires) et au **mondial** (groupes transnationaux, économie privée, ouverture des frontières). Le local devient ainsi un niveau de substitution aux déficiences du national ; le rapport au mondial est d'abord d'origine locale, ce qui va transformer

(a) confer, à ce propos, **CAMBRESY Luc**, "les Exclus du Territoire : pour un observatoire des populations réfugiées ou déplacées", contribution au sommet de Copenhague, document ORSTOM, 1994.

progressivement le rôle de l'Etat ainsi que la nature des politiques d'intégration mises en œuvre, car si les nations produisaient de l'intégration séparée, le local risque de privilégier l'intégration exclusive, renforçant ainsi les tendances discriminatoires ou racistes du système et donc les velléités d'insurrection. Dans un tel contexte, la tension territorialisée pourrait se diffuser chaque jour davantage et aboutir à **un état de tension permanente** du système, facilité par les comportements extrêmes que sont l'atomisation sociale d'un côté, et les explosions sociales de l'autre.

Ces transformations portées par le social sont également révélatrice d'une **remise en question de la démocratie**, perçue davantage comme une illusion idéologique que comme une réalité quotidienne. En effet, le pouvoir dominant est bien senti par tous : pouvoir économique qui produit de la richesse et du chômage et pouvoir politique institutionnel qui produit de la répression et des programmes sociaux déficients. Entre ces deux déterminismes, la démocratie devient une revendication déçue, un espoir rendu impossible par le **fossé qui se creuse entre le formel et le réel**. Le modèle démocratique fondé sur les élections libres, le multipartisme, une presse indépendante et le respect des droits de l'homme, est donc ressenti comme n'ayant aucun impact sur la vie quotidienne ; il permettrait plutôt que se reproduisent des phénomènes tels que **la corruption institutionnelle** (qui va de pair avec l'impunité dont jouissent les représentants des pouvoirs publics - hauts fonctionnaires, élus du peuple, ministres -, ce qui accroît le sentiment d'injustice du système), **l'exploitation par le travail** (ou la relégation sociale dans le non travail), **la conservation - et même l'extension - des rentes** (économiques ou politiques, acquises à partir d'ententes illicites et exclusives, mais en contradiction avec le principe d'égalité), et **les pratiques d'abus de pouvoir** (se manifestant quotidiennement dans les espaces occultes des territoires nationaux - tels que les prisons, les commissariats, les services préfectoraux, les bureaux des douanes, les quartiers difficiles, certaines entreprises - qui deviennent des **lieux de non droit partagé**). Face à cette situation, des comportements

individuels de survie se propagent, qui font apparaître la délinquance comme une forme (atomisée ou organisée) de contre-pouvoir social, contre le politique institué et contre l'idéologie dominante.

Les attentes sont exprimées : le développement social devrait passer par une redistribution, non seulement des profits économiques et des biens matériels^(a), mais également des valeurs politiques et culturelles qui, donnant un sens à l'existence, permettraient l'adhésion à un modèle et à des pratiques vécues d'intégration. Mais si une telle redistribution s'oppose clairement à la reproduction du système dominant (de ses intérêts et du pouvoir de ses représentants), le tarissement des sources de redistribution fragilise le système en rendant la régulation politique aléatoire aux niveaux local, national et international. En outre, les stratégies des acteurs de contre-développement, parce qu'elles entretiennent - et favorisent la multiplication - des foyers d'insurrection, pose le rapport entre caciquisme, clientélisme et violence comme un nœud central d'interprétation et d'anticipation des tendances ; l'analyse incite donc à prévoir que la non pacification des rapports sociaux risque de déboucher, à terme, sur une remise en cause de la stabilité politique et géopolitique.

(a) si l'on considère, par exemple, le cas du Brésil, une telle redistribution qui passe, entre autres, par un changement de politique fiscale, paraît amplement justifiée ; en effet, le Brésil est l'un des pays du monde où l'écart entre riches et pauvres est le plus important, et ce déséquilibre n'a cessé de s'accroître durant les 30 dernières années ; selon l'Institut brésilien de statistiques, en 1993, 10 % de la population détenait près de la moitié (49,7 %) des richesses, tandis que les 10 % les plus pauvres ne s'en partageaient que moins de 1 % ; en vertu de dispositions spéciales du code fiscal, les sociétés peuvent déduire de leurs revenus imposables, jusqu'à 80 % des profits d'origine agricole, et les personnes physiques jusqu'à 90 % de ces mêmes profits (c'est ce qui explique que les grands propriétaires fonciers, ou fazendeiros, exploitent des propriétés pouvant atteindre le million d'hectares) ; de plus, sur 150 millions d'habitants, seulement 5,5 millions remplissent une déclaration de revenus, et parmi ceux-ci, 1,9 million sont soumis à l'imposition, les salariés étant les plus pénalisés.

CONCLUSION

POUR UNE SCIENCE PUBLIQUE, CRITIQUE ET INDEPENDANTE

(1) Une science publique

Le chercheur en sciences sociales peut-il tout dire des résultats de ses recherches ? comment se fabriquent les sociétés, comment elles sont gouvernées, quelles sont les valeurs qui cimentent le corps social, comment elles se transforment, ce vers quoi elles tendent, tout cela, le chercheur en sciences sociales doit le dire, au nom du service public que représente une science publique. Il doit le dire en distinguant ce qui relève de la production de connaissances objectives, et ce qui relève de l'analyse tendancielle aléatoire, compte tenu que les sociétés sont des processus vivants qui peuvent invalider l'analyse, et que le chercheur est lui-même un être vivant empreint d'une subjectivité qui peut fausser ses analyses. Tendre vers l'objectivité est un objectif ; reconnaître que les sciences sociales ne sont pas des sciences exactes mais des **sciences de l'interprétation**, est une réalité ; dans tous les cas, il est souhaitable que l'analyse sociale soit reversée au social afin d'alimenter le débat public concernant les choix de société. En échange, les chercheurs doivent pouvoir bénéficier, de la part de l'Etat - qui est le garant de la chose publique -, des moyens publics d'acquisition des connaissances et de communication des résultats ; ainsi pourraient n'être plus gâchées les expériences acquises à partir d'un long travail de terrain, et le chercheur se verrait moins fréquemment relégué à l'intérieur des niches écologiques scientifiques que sont les monographies circulaires.

(2) Une science critique

Le chercheur en sciences sociales ne parle au nom de personne. Ni de l'Etat qui le finance et qui vise d'abord la reproduction du statut quo par l'adoption de politiques de consensus qui peuvent conduire à la reproduction du sous-développement social ; ni des opprimés et des exclus qui habitent le terrain universel et provisoire du chercheur, mais dont il n'est pas, ce qui l'empêche d'adhérer inconditionnellement aux valeurs et sens enracinés dans ce terrain. La distance scientifique n'est cependant pas incompatible avec l'interprétation sociologique de la parole des sans-voix - des exclus de l'histoire - qui peut exprimer des attentes et préfigurer de futurs mouvements sociaux.

L'analyse critique est donc orientée en fonction d'une **éthique scientifique** qui établit les critères de l'objectivité ; cette éthique, à travers le travail en coopération et l'intérêt porté aux terrains étrangers, vise à jeter des ponts entre les cultures, et force le chercheur à s'impliquer dans son travail de compréhension des peuples. La recherche en coopération apparaît ainsi comme une recherche de **l'universel en actes** ; sans pouvoir d'action autre que sa plume, le chercheur en sciences sociales essaye de mettre en Lumière les phénomènes sociaux qui peuvent déboucher sur une tension collective porteuse de désintégration sociale : les intolérances quotidiennes, les politiques nationalistes liées à des velléités d'autonomie culturelle et qui aboutissent à un développement exclusif, les tendances hégémoniques du système dominant à travers l'usage de l'économie, de la force (militaire ou mafieuse) et de la culture de consommation dirigée. La critique est donc légitime qui s'exerce vis-à-vis des formes et transformations d'un pouvoir lorsque celui-ci, dans son entreprise de tout voir et de tout savoir^(a), tend à empêcher toute apparition de contre-pouvoir. Les contre-valeurs à opposer au système dominant pourraient être

(a) confer FOUCAULT Michel, *op.cit.*

celles contenues dans le modèle d'une société multiculturelle, pluriethnique et laïque, ce qui ne résout en rien les problèmes du rôle de l'Etat, et du mode de co-existence entre groupes différents... peut-être parce qu'il n'existe pas de recettes universelles au développement social.

(3) Une science indépendante

L'indépendance de la recherche en sciences sociales signifie d'abord le refus de la compromission libérale, c'est-à-dire de cette idéologie contradictoire du développement, liée d'une part au finalisme de l'idée de participation au progrès (que véhiculent autant les adeptes des ONG ou des sectes que certains représentants de la recherche démagogique en coopération), et d'autre part au fonctionnalisme de la pratique du développement (imposé par les experts et d'autres scientifiques en mal d'efficacité et qui mettent leurs connaissances au service de la science pour le développement) ; et il s'agit bien d'une idéologie de l'action puisque les moyens utilisés par le fonctionnalisme s'opposent aux objectifs fixés par le finalisme.

L'indépendance de la recherche en sciences sociales ne peut s'exercer que lorsque la science est décrochée du pouvoir, donc acquise à la critique du pouvoir, et dévoile les composantes de domination contenues dans les différentes idéologies en œuvre (idéologie libéral-démocratique, idéologie culturaliste, idéologie nationaliste...). Cette indépendance passe donc par une réhabilitation de la science du politique, contre l'emprise des sciences de la communication et de l'économie, ainsi que par une dénonciation de la confusion entre l'idéologique (qui fabrique du pouvoir et de la domination avec de la mystification) et le politique (qui traite des affaires de la Cité, c'est-à-dire des affaires de tous).

C'est ainsi que la recherche en sciences sociales pourrait se désenclaver de ses divisions disciplinaires (relatives à la suprématie imposée de certaines disciplines), en supprimant les exclusives disciplinaires, et même en encourageant la participation aux recherches sur le développement, d'historiens ou de philosophes qui pourraient apporter un éclairage

nouveau aux analyses concernant les spécificités des sociétés locales dans leurs modes de distribution des richesses, des pouvoirs et des valeurs culturelles. C'est également ainsi que la recherche en sciences sociales pourrait se désenclaver de ses terrains balisés, en promouvant une recherche comparative qui unisse les problématiques du Nord, du Sud et de l'Est dans une véritable **coopération partagée** entre les chercheurs de différents pays. Une science indépendante valorisera donc la liaison entre théorie et pratiques qui constitue l'originalité de la recherche française, mise à mal ces dernières années par la tentation de l'utile caractérisant la science empirique américaine.

Une science publique, critique et indépendante reconnaîtra que le sommet de Rio n'a pas empêché que les compagnies pétrolières continuent à dégazer leurs tankers aux abords des côtes ou en pleine mer, ni que la déforestation de l'Amazonie se poursuive^(a), ni que les industries polluantes voisinent toujours avec les quartiers d'habitations les plus pauvres, ni que les pays du Sud servent encore de dépotoirs pour le stockage des déchets dangereux des industries du Nord, ni que des centrales nucléaires soient maintenues en activité à l'Est - et servent même de chantage pour obtenir les financements internationaux nécessaires à leur modernisation. Le sommet de Copenhague n'empêchera pas davantage que les nations du Nord continuent à se développer au détriment des pays du Sud. Mais maintenant, la question de protection de l'environnement comme celle de développement social ne concernent plus simplement les nations du Sud - qui demeurent cependant les plus touchées par la

(a) "il y a vingt ans, 1% seulement de la forêt amazonienne avait été déboisé ; la proportion dépasse aujourd'hui 10 % ; nous ne voulons pas que l'Amazonie subisse le même sort que la forêt atlantique du Brésil, sur la côte Est du pays, qui a été détruite à 90 %" ; le processus est toujours le même : les bûcherons ouvrent des pistes (à travers les parcs nationaux ou les réserves indiennes, et ceci en toute illégalité) par lesquelles s'engouffrent ensuite les éleveurs de bétail, les chercheurs d'or... La déforestation va de pair avec l'apparition de la prostitution et de maladies contre lesquelles les indiens n'ont aucune défense ; les intérêts sont transnationaux : ce sont les compagnies du Sud-Est asiatique (en particulier de Malaisie) ayant déjà dévasté une grande partie de leurs forêts, qui s'intéressent de plus en plus au Brésil ; elle le font avec la complicité des autorités nationales et locales pour ensuite exporter 80% de l'acajou brésilien vers les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne (cf. entretien avec José Augusto PADUA, membre de GREENPEACE-BRESIL, recueilli par Le Monde, 6/7 novembre 1994).

détérioration de leur cadre de vie comme par l'ampleur des inégalités auxquelles elles sont confrontées - ; aujourd'hui, les nations du Nord sont elles-mêmes impliquées autant par la détérioration de leur milieu physique que par la dégradation de leur tissu social sous l'effet d'une cause commune : l'accroissement de l'industrialisation, du chômage et de la pauvreté^(a).

Ainsi, le sommet de Copenhague n'empêchera pas non plus, ni que le développement social continue d'être sacrifié sur l'autel de la croissance économique dans les pays du Sud, ni que les nations du Nord continuent à "se sous-développer", et à connaître les mêmes phénomènes d'involution et d'exclusion sociale que les pays du Sud. Le Nord et le Sud sont à présent tellement imbriqués que la conjonction de leurs problèmes risque de véritablement miner le système mondial qui les a générés. Mais au profit de qui ? Repliées derrière leurs frontières, les populations du Nord se croyaient naguère à l'abri, considérant les pays du Sud comme les éternels pourvoyeurs des matières premières nécessaires à la fabrication d'un confort exclusif, ainsi que comme une destination touristique qui alimentait leurs rêves nostalgiques du *bon sauvage dans son milieu naturel* ; maintenant, l'industrie a ouvert les frontières et, sous l'effet de l'application des politiques libérales, le bon sauvage s'est transformé en mauvais délinquant qui hante toutes les cités du monde. Pendant ce temps, la croissance canalise les profits d'une manière de plus en plus inégale, remettant partout en question le mode traditionnel d'intégration sociale basé sur la mythologie de la consommation de masse, de la production par le travail et de la reproduction (familiale ou communautaire). La pauvreté, le chômage et l'éclatement des anciens groupes sociaux vont précipiter un changement des modes de vie mais surtout un changement des valeurs de reconnaissance et d'identité ; cela débouchera nécessairement sur une remise en question des méthodes

(a) c'est peut-être à cause de cette dérive vers le Nord de problèmes qui étaient naguère circonscrits dans le Sud, que de tels sommets ont lieu, afin de donner l'impression aux opinions publiques qu'ils sont traités à l'échelle planétaire ; ainsi, les responsables des organisations internationales et les experts peuvent-ils exprimer au monde leur bonne conscience de faire quelque chose, là où les intérêts sont ailleurs qui sont la cause de ces problèmes ; intérêts qu'évidemment on ne touchera pas puisqu'ils sont protégés par les nations du Nord qui elles-mêmes financent les organismes internationaux.

appliquées au maintien de la stabilité politique – l'un des objectifs qui fonde les relations Nord/Sud – car cet objectif est rendu caduc par la non-pacification des rapports sociaux. Sous la pression des marges non-contenues (individus rebelles, groupes sociaux organisés ou pays non-intégrés au système mondial), le monde va maintenant changer, et les bouleversements concerneront d'abord les rapports entre l'Etat et les entrepreneurs (la source de production des richesses) ainsi que les formes locales et mondiale du contrôle politique et social (qui déterminent la distribution des richesses).

Telle pourrait être la responsabilité historique des sciences sociales : découvrir les tendances dominantes du système afin d'alimenter le débat et les actions politiques en connaissance des causes de **rupture prévisible du système**. Et ceci dans l'incertitude des possibles, la diversité des réponses contenues dans l'histoire des nations et la plus parfaite inutilité présente, comme si la chouette louvoyait dans l'espace perturbé de l'idéologie en survolant le royaume trop lumineux des utopies...

novembre 1994.